

BUDGET DE DÉPENSES 2016 ■ 2017

Budget des organismes autres que budgétaires

BUDGET DE DÉPENSES 2016 ■ 2017

Budget des organismes autres que budgétaires

pour l'année financière se terminant le
31 mars 2017

Déposé à l'Assemblée nationale conformément
au paragraphe 3.1 de l'article 77 de la
Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01)
par monsieur Sam Hamad,
ministre responsable de l'Administration gouvernementale
et de la Révision permanente des programmes
et président du Conseil du trésor

Budget de dépenses 2016-2017

Budget des organismes autres que budgétaires

Dépôt légal – Mars 2016

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN 978-2-551-25784-3 (imprimé)

ISBN 978-2-551-25785-0 (en ligne)

ISSN 2368-3899 (imprimé)

ISSN 2368-3902 (en ligne)

TABLE DES MATIÈRES

NOTES EXPLICATIVES

1. Objet du Budget des organismes autres que budgétaires.....	7
2. Contenu du volume Budget des organismes autres que budgétaires 2016-2017	7
3. Termes apparaissant au Budget des organismes autres que budgétaires 2016-2017	8
4. Changements survenus à la répartition des organismes autres que budgétaires par portefeuilles.....	10

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Prévision des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017	13
---	----

BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLES

Affaires municipales et Occupation du territoire.....	19
Agriculture, Pêcheries et Alimentation.....	23
Conseil du trésor et Administration gouvernementale.....	27
Conseil exécutif	35
Culture et Communications	39
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	63
Économie, Science et Innovation	67
Éducation et Enseignement supérieur	79
Énergie et Ressources naturelles.....	85
Finances	95
Forêts, Faune et Parcs	109
Justice.....	115
Relations internationales et Francophonie	125
Santé et Services sociaux	131
Sécurité publique	145
Tourisme	151
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	161
Travail, Emploi et Solidarité sociale.....	171

NOTES
EXPLICATIVES

1. OBJET DU BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

La Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01) prévoit que le président du Conseil du trésor doit déposer, lors du dépôt du budget de dépenses, les prévisions de revenus et de dépenses des organismes autres que budgétaires.

2. CONTENU DU VOLUME BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES 2016-2017

Le volume Budget des organismes autres que budgétaires présente des informations financières notamment sur les revenus des organismes, leurs dépenses et leurs investissements.

De plus, l'information concernant la mission, les sources de revenus ainsi que les explications sur les variations des prévisions budgétaires sont indiquées au volume, le cas échéant.

L'information sur chacun des organismes est regroupée par portefeuille ministériel et se divise en deux sections.

PREMIÈRE SECTION : SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Cette section présente, par portefeuilles, les prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 de chaque organisme.

DEUXIÈME SECTION : BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLES

Cette section présente les prévisions des résultats 2016-2017 des organismes autres que budgétaires ainsi que leurs résultats probables pour 2015-2016. De façon plus précise, la section se compose des éléments suivants, et ce, pour chacun des portefeuilles ministériels :

- Un tableau « Prévisions de revenus et de dépenses de l'exercice financier 2016-2017 » présentant les informations concernant les prévisions de revenus et de dépenses de chaque organisme autre que budgétaire ainsi que le total pour le portefeuille;
- De l'information est également présentée, pour chacun des organismes autres que budgétaires, concernant notamment :
 - La présentation de l'entité, c'est-à-dire la mission ou la raison d'être de l'entité ainsi que ses sources de revenus;
 - Les prévisions budgétaires de l'entité, des explications sur les variations significatives entre le budget 2016-2017 et la donnée probable 2015-2016 concernant les revenus, les dépenses et les investissements.
- Un tableau indiquant, pour chaque organisme autre que budgétaire, les prévisions des résultats 2016-2017 et les résultats probables pour 2015-2016. L'information porte notamment sur les revenus, les dépenses et les investissements. Elle inclut également un suivi sur l'évolution du surplus ou du déficit cumulé de l'organisme ainsi que de l'information sur certaines sommes empruntées ou avancées.

Les opérations des organismes exerçant une fonction juridictionnelle sont présentées dans le cadre de leur fonds respectif dans le volume Budget des fonds spéciaux. Ces organismes sont :

- Le Bureau de décision et de révision;
- Le Tribunal administratif du Québec;
- Le Tribunal administratif du travail.

3. TERMES APPARAISSANT AU BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES 2016-2017

BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Pour chacun des organismes autres que budgétaires, le budget regroupe les différents éléments concernant les prévisions suivantes :

- Les revenus de l'organisme;
- Les dépenses de l'organisme;
- Le surplus ou le déficit de l'exercice et cumulé de l'organisme;
- Les investissements de l'organisme;
- Les sommes qu'il emprunte ou qui lui sont avancées.

Il importe de noter que ces prévisions ne tiennent pas compte des éliminations des opérations réciproques entre entités qui peuvent être considérées dans d'autres documents budgétaires.

DÉPENSES

Les dépenses comprennent celles reliées à la rémunération, au fonctionnement incluant l'amortissement des immobilisations, aux dépenses de transfert visant à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes et au service de la dette comprenant les frais financiers et autres.

INVESTISSEMENTS

Les investissements comprennent les sommes prévues pour les immobilisations, incluant celles en ressources informationnelles.

REVENUS

Les revenus de transfert provenant du portefeuille ministériel sont présentés distinctement de ceux provenant d'autres sources de revenus.

De façon générale, ces revenus provenant du portefeuille ministériel correspondent aux dépenses prévues au volume **Crédits des ministères et organismes** du Budget de dépenses 2016-2017 à la supercatégorie « Transfert » de ce portefeuille. Des écarts peuvent toutefois être constatés en raison de revenus reportés comptabilisés par certains organismes autres que budgétaires.

Les autres revenus comprennent notamment ceux en provenance des autres ministères, d'autres organismes autres que budgétaires, des fonds spéciaux, d'entreprises du gouvernement, de transfert du gouvernement fédéral et d'autres sources, telles que des taxes ou des droits et permis.

SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE

L'excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice constitue un surplus. À l'inverse, un déficit est constaté lorsque les dépenses sont supérieures aux revenus.

SOLDE DES EMPRUNTS AUPRÈS DU FONDS DE FINANCEMENT

Ces emprunts regroupent ceux contractés auprès du Fonds de financement.

SOLDE DES EMPRUNTS AUPRÈS D'AUTRES ENTITÉS

Ces emprunts regroupent ceux contractés auprès de toute source autre que le Fonds de financement et le fonds général. Ils comprennent entre autres les emprunts effectués auprès d'une autre entité du périmètre comptable du gouvernement.

SOLDE DES AVANCES AU (DU) FONDS GÉNÉRAL

Ces avances regroupent toutes les sommes avancées par l'organisme au fonds général ou celles avancées par ce dernier à l'organisme.

4. CHANGEMENTS SURVENUS À LA RÉPARTITION DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLES

Certains organismes autres que budgétaires se sont ajoutés à la responsabilité d'un titulaire ou ont été déplacés sous la responsabilité d'un autre, ont changé de statut, de dénomination ou n'apparaissent plus au Budget de dépenses 2016-2017 par rapport à 2015-2016.

Un signe (+) indique l'ajout d'un organisme autre que budgétaire, alors qu'un signe (-) signifie le retrait d'un organisme autre que budgétaire.

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

(+) La Commission de la capitale nationale du Québec a été ajoutée à ce portefeuille.

Économie, Science et Innovation

(+) Le Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies, le Fonds de recherche du Québec – Santé et le Fonds de recherche du Québec – Société et culture ont été intégrés à ce portefeuille.

Éducation et Enseignement supérieur

(-) Le Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies, le Fonds de recherche du Québec – Santé et le Fonds de recherche du Québec – Société et culture ont été transférés au portefeuille « Économie, Science et Innovation ».

Travail, Emploi et Solidarité sociale

(-) La Commission de la capitale nationale du Québec a été transférée au portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale ».

(-) Les activités de la Commission des normes du travail ont été transférées à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

Portefeuilles	Revenus	Dépenses
Affaires municipales et Occupation du territoire		
Société d'habitation du Québec	1 066 050,1	1 107 550,1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		
La Financière agricole du Québec	543 258,2	429 409,5
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		
Centre de services partagés du Québec	559 964,2	556 164,2
Commission de la capitale nationale du Québec	21 067,4	18 401,1
Société québécoise des infrastructures	1 047 886,0	1 042 321,0
Conseil exécutif		
Centre de la francophonie des Amériques	2 253,4	2 580,4
Culture et Communications		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	83 793,6	84 763,4
Conseil des arts et des lettres du Québec	108 620,0	108 737,6
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	32 789,0	31 789,0
Musée d'Art contemporain de Montréal	13 527,0	13 368,7
Musée de la Civilisation	28 779,6	29 018,3
Musée national des beaux-arts du Québec	29 237,5	29 135,4
Régie du cinéma	4 644,0	4 500,0
Société de développement des entreprises culturelles	72 917,6	72 788,8
Société de la Place des Arts de Montréal	34 447,9	35 304,0
Société de télédiffusion du Québec	76 234,4	75 619,5
Société du Grand Théâtre de Québec	12 472,4	11 833,0
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
Société québécoise de récupération et de recyclage	45 281,0	44 628,7
Économie, Science et Innovation		
Centre de recherche industrielle du Québec	31 632,0	31 447,0
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	60 257,0	60 552,8
Fonds de recherche du Québec - Santé	96 765,9	96 765,9
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	52 470,2	52 469,4
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	5 233,9	5 856,0
Éducation et Enseignement supérieur		
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	35 645,0	36 493,8
Institut national des mines	972,0	1 005,1

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 (suite)

(en milliers de dollars)

Portefeuilles	Revenus	Dépenses
Énergie et Ressources naturelles		
Régie de l'énergie	14 641,0	15 113,9
Société de développement de la Baie-James	27 765,0	27 035,0
Société du Plan Nord	172 288,6	73 547,6
Finances		
Agence du revenu du Québec	1 110 336,2	1 153 351,5
Autorité des marchés financiers	160 668,3	135 322,4
Financement-Québec	395 962,6	367 058,1
Institut de la statistique du Québec	26 259,4	26 259,4
Société de financement des infrastructures locales du Québec	675 581,0	700 108,0
Forêts, Faune et Parcs		
Fondation de la faune du Québec	6 940,9	6 806,9
Société des établissements de plein air du Québec	130 467,0	129 839,0
Justice		
Commission des services juridiques	184 802,6	191 997,5
Fonds d'aide aux recours collectifs	1 500,0	4 345,9
Office des professions du Québec	10 030,9	11 206,4
Société québécoise d'information juridique	14 451,6	14 184,5
Relations internationales et Francophonie		
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2 038,5	2 066,9
Office Québec-Monde pour la jeunesse	5 362,4	5 410,6
Santé et Services sociaux		
Corporation d'urgences-santé	128 610,3	129 394,6
Fonds de l'assurance médicaments	3 683 740,2	3 683 740,2
Héma-Québec	448 390,0	448 390,0
Institut national de santé publique du Québec	68 495,1	69 395,1
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	18 277,6	20 142,9
Régie de l'assurance maladie du Québec	12 131 744,6	12 131 744,6
Sécurité publique		
École nationale de police du Québec	33 240,2	33 240,2
École nationale des pompiers du Québec	2 865,8	2 624,0
Tourisme		
Régie des installations olympiques	57 233,8	60 271,0
Société du Centre des congrès de Québec	23 461,2	27 053,6
Société du Palais des congrès de Montréal	57 961,8	55 726,6

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 (suite)

(en milliers de dollars)

Portefeuilles	Revenus	Dépenses
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		
Agence métropolitaine de transport	547 257,4	547 257,4
Société de l'assurance automobile du Québec	265 394,0	251 707,0
Société des Traversiers du Québec	126 768,0	134 790,7
Travail, Emploi et Solidarité sociale		
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	30 439,8	30 482,9
Régie du bâtiment du Québec	66 820,5	63 803,2
Total	24 695 995,6	24 535 920,3

BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLES

Affaires municipales et Occupation du territoire

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 (en milliers de dollars)

Organisme autre que budgétaire	Revenus	Dépenses
Société d'habitation du Québec	1 066 050,1	1 107 550,1
Total	1 066 050,1	1 107 550,1

Société d'habitation du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société d'habitation du Québec (SHQ) relève du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. La mission de la SHQ vise à faciliter l'accès des citoyennes et des citoyens du Québec à des conditions adéquates de logement, à favoriser un habitat et un milieu de vie de qualité et à soutenir l'amélioration continue en habitation.

Les activités de la SHQ sont financées par des contributions du gouvernement du Québec et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ainsi que par des revenus autonomes.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la SHQ s'établissent à 1 066,1 M\$ en 2016-2017, en baisse de 25,6 M\$ par rapport aux revenus probables 2015-2016.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la SHQ s'établissent à 1 107,6 M\$ en 2016-2017, soit un niveau comparable à la dépense probable 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 130,4 M\$ en 2016-2017, soit un niveau comparable à 2015-2016.

Société d'habitation du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	430 460,1	459 603,2
Autres revenus	635 590,0	632 066,0
Total des revenus	1 066 050,1	1 091 669,2
Total des dépenses	1 107 550,1	1 099 339,2
Surplus (déficit) de l'exercice	(41 500,0)	(7 670,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	29 572,0	37 242,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(11 928,0)	29 572,0
Investissements	130 384,0	131 524,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(1 376 505,0)	(1 176 791,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(867 293,0)	(973 515,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(2 243 798,0)	(2 150 306,0)

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 (en milliers de dollars)

Organisme autre que budgétaire	Revenus	Dépenses
La Financière agricole du Québec	543 258,2	429 409,5
Total	543 258,2	429 409,5

La Financière agricole du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Financière agricole du Québec (la Société) est une personne morale, mandataire de l'État, constituée en vertu de la Loi sur La Financière agricole du Québec (RLRQ, chapitre L-0.1) qui a pour mission de soutenir et de promouvoir, dans une perspective de développement durable, le développement du secteur agricole et agroalimentaire. Dans la poursuite de cette mission, la Société attache une importance particulière au développement du secteur primaire.

L'organisation met à la disposition des entreprises des produits et des services en matière de protection du revenu, d'assurances et de financement agricole et forestier adaptés à la gestion des risques inhérents à ce secteur d'activité.

La Société acquitte ses obligations et finance ses activités à partir des sommes qui proviennent notamment du gouvernement du Québec, des contributions des entreprises et des revenus qu'elle tire de ses activités. La Société reçoit également des contributions du gouvernement du Canada pour l'administration des programmes fédéraux.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

La baisse des revenus 2016-2017 par rapport à 2015-2016 provient principalement de la diminution de la contribution gouvernementale versée à la Société consécutive à la conjoncture favorable qui prévaut sur les marchés des produits agricoles.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société s'établissent à 429,4 M\$ en 2016-2017, soit 96,0 M\$ de plus que les dépenses probables 2015-2016.

Cette variation s'explique notamment par une augmentation prévue des dépenses à l'égard des programmes Agri-Québec et Agri-Québec Plus.

LES INVESTISSEMENTS

Le budget prévu des investissements passe de 1,5 M\$ à 1,3 M\$.

La Financière agricole du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	437 860,2	447 352,6
Autres revenus	105 398,0	120 321,0
Total des revenus	543 258,2	567 673,6
Total des dépenses	429 409,5	333 407,8
Surplus (déficit) de l'exercice	113 848,7	234 265,8
Surplus (déficit) cumulé au début	301 499,7	67 233,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	415 348,4	301 499,7
Investissements	1 300,0	1 483,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(5 744,0)	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(109 130,0)	-
Solde des avances au (du) fonds général	(29 294,0)	(29 294,0)
Total	(144 168,0)	(29 294,0)

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Centre de services partagés du Québec	559 964,2	556 164,2
Commission de la capitale nationale du Québec	21 067,4	18 401,1
Société québécoise des infrastructures	1 047 886,0	1 042 321,0
Total	1 628 917,6	1 616 886,3

Centre de services partagés du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) a pour mission de fournir ou de rendre accessibles aux ministères et aux organismes publics les biens et les services administratifs dont ils ont besoin dans l'exercice de leurs fonctions, notamment en ressources humaines, financières, matérielles, communicationnelles et informationnelles.

À cette fin, le CSPQ vise à rationaliser et à optimiser les services administratifs aux organismes tout en s'assurant de leur qualité et de leur adéquation aux besoins. De plus, le CSPQ se préoccupe de la disponibilité de ses services en région et de l'impact économique régional de son action. Il privilégie également le développement d'une expertise interne en matière de services administratifs.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du CSPQ s'établissent à 560,0 M\$ en 2016-2017, soit un montant équivalent aux revenus probables 2015-2016.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du CSPQ s'établissent à 556,2 M\$ en 2016-2017, soit une augmentation de 13,3 M\$ par rapport à la dépense probable 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements du CSPQ s'établissent à 70,3 M\$ en 2016-2017, soit une augmentation de 17,6 M\$ par rapport aux investissements probables 2015-2016.

Centre de services partagés du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	559 964,2	560 578,1
Total des revenus	559 964,2	560 578,1
Total des dépenses	556 164,2	542 851,7
Surplus (déficit) de l'exercice	3 800,0	17 726,4
Surplus (déficit) cumulé au début	53 074,7	35 348,3
Surplus (déficit) cumulé à la fin	56 874,7	53 074,7
Investissements	70 288,9	52 697,4
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(334 702,9)	(380 309,4)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(12 840,5)	(13 575,2)
Solde des avances au (du) fonds général	(26 315,9)	6 619,2
Total	(373 859,3)	(387 265,4)

Commission de la capitale nationale du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Commission veille à ce que la capitale soit aménagée et développée en mettant en valeur ses attributs de lieu central d'exercice du pouvoir politique et administratif et de symbole national de rassemblement de tous les citoyens du Québec. Elle en assure également la promotion.

À cette fin, la Commission peut notamment, sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec :

- Contribuer à l'aménagement et à l'amélioration des édifices et équipements majeurs qui caractérisent une capitale;
- Établir des places, des parcs et jardins, des promenades, des monuments et oeuvres d'art;
- Contribuer à l'amélioration de la qualité de l'architecture et du paysage;
- Contribuer à la conservation, à la mise en valeur et à l'accessibilité de places, de parcs et jardins, de promenades et voies publiques de même que de sites, ouvrages, monuments et biens historiques assurant l'embellissement ou le rayonnement de la capitale;
- Contribuer à la réalisation de travaux destinés à améliorer l'accès à la capitale.

La Commission veille aussi à l'entretien et à la mise en valeur des lieux de sépulture des premiers ministres du Québec, que ces lieux soient ou non situés sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec.

La Commission peut exceptionnellement, avec l'autorisation du gouvernement et lorsque les circonstances particulières le justifient, aménager des sites, monuments et biens historiques contribuant au rayonnement de la capitale à l'extérieur du territoire de la Communauté métropolitaine de Québec.

La Commission contribue à l'organisation et à la promotion d'activités et de manifestations à caractère historique, culturel et social destinées à mettre en valeur la capitale.

Les revenus annuels de la Commission proviennent principalement de la subvention du gouvernement du Québec.

La Commission reçoit également des contributions de partenaires ainsi que des revenus autonomes (locations de salles, stationnements, droits d'entrée, activités éducatives, redevances et revenus d'intérêts).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions des revenus de la Commission s'établissent à 21,1 M\$ en 2016-2017, soit 3,2 M\$ de plus qu'en 2015-2016. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation de la subvention relative au service de dette de 1,9 M\$, ainsi que par une augmentation de la subvention de fonctionnement de 1,3 M\$ pour couvrir les dépenses récurrentes des parcs et espaces verts ainsi que les taxes foncières et scolaires.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Commission s'établissent à 18,4 M\$ en 2016-2017, soit 1,0 M\$ de plus que la dépense probable 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par la hausse des taxes foncières et scolaires pour les parcs et espaces verts de la Commission ainsi que par l'augmentation de la dépense d'amortissement et du service de dette.

LES INVESTISSEMENTS

La prévision d'investissements de la Commission s'établit à 15,1 M\$ en 2016-2017, soit une hausse de 12,2 M\$. Cette variation s'explique notamment par la réalisation de travaux majeurs dans ses parcs et espaces verts ainsi que par la poursuite de certains de ses projets, tels les Nouvelles Casernes et la promenade Samuel-De Champlain (phase 2 - sentier des Grèves et phase 3 - plan d'affaires final).

Commission de la capitale nationale du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	19 374,9	16 195,7
Autres revenus	1 692,5	1 706,9
Total des revenus	21 067,4	17 902,6
Total des dépenses	18 401,1	17 429,7
Surplus (déficit) de l'exercice	2 666,3	472,9
Surplus (déficit) cumulé au début	35 659,6	35 186,7
Surplus (déficit) cumulé à la fin	38 325,9	35 659,6
Investissements	15 067,3	2 897,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(67 940,1)	(60 940,7)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(67 940,1)	(60 940,7)

Société québécoise des infrastructures

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société québécoise des infrastructures (SQI) est un organisme autre que budgétaire constitué le 13 novembre 2013 à la suite de la fusion d'Infrastructure Québec et de la Société immobilière du Québec.

La SQI contribue à planifier, construire et entretenir le parc immobilier des édifices gouvernementaux conformément aux pratiques les plus exigeantes.

Elle entend mener à bien sa mission qui consiste notamment à développer, maintenir et gérer un parc immobilier qui répond aux besoins de sa clientèle, principalement en mettant à leur disposition des immeubles et en leur fournissant des services de construction, d'exploitation et de gestion immobilière.

La SQI a la responsabilité d'assurer la pérennité de l'un des plus grands parcs immobiliers du Québec. Elle doit donc maintenir ses actifs dans un état satisfaisant pour en assurer l'intégrité physique et fonctionnelle à long terme. De plus, elle doit combler les besoins immobiliers des ministères et organismes gouvernementaux en leur offrant des locaux dont la localisation, la disponibilité, la qualité et les coûts répondent à leurs attentes, tout en assurant une occupation optimale, de manière à réduire au minimum les espaces vacants et à gérer rigoureusement la facture de loyer gouvernementale.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la SQI s'établissent à 1 047,9 M\$ en 2016-2017, en hausse de 71,0 M\$ par rapport aux revenus probables 2015-2016, en raison notamment de l'augmentation des revenus découlant des services rendus.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 1 042,3 M\$ en 2016-2017, en hausse de 68,3 M\$ par rapport à la dépense probable 2015-2016, qui s'explique principalement par l'augmentation des frais financiers, de la dépense d'amortissement, des loyers, des frais d'exploitation des immeubles, des impôts fonciers et taxes d'affaires sur les propriétés et des frais généraux.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements prévus pour l'exercice financier 2016-2017 sont estimés à 447,6 M\$, en hausse de 29,2 M\$ par rapport à l'exercice précédent.

Société québécoise des infrastructures

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	26 687,0
Autres revenus	1 047 886,0	950 204,0
Total des revenus	1 047 886,0	976 891,0
Total des dépenses	1 042 321,0	973 974,0
Surplus (déficit) de l'exercice	5 565,0	2 917,0
Surplus (déficit) cumulé au début	430 513,0	434 273,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin*	429 401,0	430 513,0
Investissements	447 646,0	418 460,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(2 879 985,0)	(2 795 581,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(1 089 541,0)	(1 018 238,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(3 969 526,0)	(3 813 819,0)

* Le surplus cumulé est diminué annuellement du dividende versé au Fonds consolidé du revenu au montant de 6,7 M\$, représentant une tranche du gain de 131,8 M\$ réalisé à la suite de la vente de trois immeubles en mars 2008.

Conseil exécutif

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 (en milliers de dollars)

Organisme autre que budgétaire	Revenus	Dépenses
Centre de la francophonie des Amériques	2 253,4	2 580,4
Total	2 253,4	2 580,4

Centre de la francophonie des Amériques

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Centre de la francophonie des Amériques contribue à la promotion et à la mise en valeur d'une francophonie porteuse d'avenir pour la langue française dans le contexte de la diversité culturelle en misant sur le renforcement et l'enrichissement des relations ainsi que sur la complémentarité d'action entre les francophones et les francophiles du Québec, du Canada et des Amériques.

Il s'intéresse au développement et à l'épanouissement des francophones et des francophiles et soutient le rapprochement des personnes, groupes et communautés intéressés par la francophonie. Il favorise les échanges, le partenariat et le développement de réseaux francophones afin de soutenir des projets structurants liés aux enjeux de société et diffuse l'information concernant diverses thématiques liées à la francophonie.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'année financière 2016-2017, le Centre de la francophonie des Amériques prévoit recevoir une subvention du gouvernement du Québec de 2,1 M\$. De plus, le Centre prévoit des contributions de partenaires et des revenus d'intérêts totalisant 0,2 M\$. La prévision des revenus du Centre s'établit à 2,3 M\$, soit des revenus équivalents à ceux prévus à l'exercice 2015-2016.

LES DÉPENSES

La prévision des dépenses du Centre pour l'année financière 2016-2017 s'élève à 2,6 M\$, soit 0,1 M\$ de moins que les dépenses prévues en 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

La prévision d'investissement du Centre pour l'année financière 2016-2017 s'élève à 0,2 M\$, principalement pour le développement des outils (portail Web, bibliothèque numérique de la francophonie des Amériques, carnet de la francophonie des Amériques et radio jeunesse des Amériques).

Centre de la francophonie des Amériques

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	2 075,9	2 075,9
Autres revenus	177,5	220,2
Total des revenus	2 253,4	2 296,1
Total des dépenses	2 580,4	2 702,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(327,0)	(405,9)
Surplus (déficit) cumulé au début	3 339,5	3 745,4
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 012,5	3 339,5
Investissements	177,5	198,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(2 369,1)	(2 646,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(2 369,1)	(2 646,0)

Culture et Communications

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	83 793,6	84 763,4
Conseil des arts et des lettres du Québec	108 620,0	108 737,6
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	32 789,0	31 789,0
Musée d'Art contemporain de Montréal	13 527,0	13 368,7
Musée de la Civilisation	28 779,6	29 018,3
Musée national des beaux-arts du Québec	29 237,5	29 135,4
Régie du cinéma	4 644,0	4 500,0
Société de développement des entreprises culturelles	72 917,6	72 788,8
Société de la Place des Arts de Montréal	34 447,9	35 304,0
Société de télédiffusion du Québec	76 234,4	75 619,5
Société du Grand Théâtre de Québec	12 472,4	11 833,0
Total	497 463,0	496 857,7

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) a été constituée par la Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec (RLRQ, chapitre B-1.2) et a pour mission de rassembler, de conserver de manière permanente et de diffuser le patrimoine documentaire québécois publié et tout document qui s'y rattache et qui présente un intérêt culturel, de même que tout document relatif au Québec et publié à l'extérieur du Québec.

L'organisme a également pour mandat d'offrir un accès démocratique au patrimoine documentaire constitué par ses collections, à la culture et au savoir, et d'agir, à cet égard, comme catalyseur auprès des institutions documentaires québécoises, contribuant ainsi à l'épanouissement des citoyens.

Enfin, BAnQ a pour mission d'encadrer, de soutenir et de conseiller les organismes publics en matière de gestion de leurs documents, d'assurer la conservation d'archives publiques, d'en faciliter l'accès et d'en favoriser la diffusion. L'organisme est aussi chargé de promouvoir la conservation et l'accessibilité des archives privées.

Les revenus annuels de BAnQ proviennent de subventions du gouvernement du Québec et de contributions de la Ville de Montréal. Les autres revenus sont générés par les amendes, la location d'espaces de stationnement, les ventes et la prestation de services divers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 83,8 M\$ en 2016-2017, soit 3,4 M\$ de moins que les revenus probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par la diminution de la subvention relative à la prévision des besoins en service de dette et par la baisse prévue des revenus autonomes.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 84,8 M\$ en 2016-2017, soit 2,4 M\$ de moins que les dépenses probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par la diminution prévue des dépenses d'opérations.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 20,0 M\$ en 2016-2017, soit 3,9 M\$ de plus que les investissements probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par l'augmentation des investissements en ressources informationnelles et pour le Plan culturel numérique du Québec.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
 Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017
 (en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	73 271,2	73 971,2
Autres revenus	10 522,4	13 203,9
Total des revenus	83 793,6	87 175,1
Total des dépenses	84 763,4	87 209,3
Surplus (déficit) de l'exercice	(969,8)	(34,2)
Surplus (déficit) cumulé au début	(40 950,8)	(40 916,6)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(41 920,6)	(40 950,8)
Investissements	20 018,0	16 131,4
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(193 290,3)	(185 064,3)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(193 290,3)	(185 064,3)

Conseil des arts et des lettres du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) a pour mission de soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création artistique et littéraire, l'expérimentation, la production et la diffusion. Les domaines dans lesquels le CALQ exerce ses attributions sont la littérature et le conte, les arts de la scène (théâtre, danse, musique, chanson, arts du cirque), les arts multidisciplinaires, les arts médiatiques (arts numériques, cinéma et vidéo), les arts visuels, les métiers d'art ainsi que la recherche architecturale. Le CALQ soutient également le rayonnement des artistes, des écrivains, des organismes artistiques et de leurs œuvres, que ce soit au Québec, ailleurs au Canada ou à l'étranger.

Les revenus annuels proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 108,6 M\$ en 2016-2017, soit un niveau comparable aux revenus probables 2015-2016.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 108,7 M\$ en 2016-2017, soit un niveau comparable aux dépenses probables 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 0,5 M\$ en 2016-2017, soit un niveau comparable aux investissements probables 2015-2016.

Conseil des arts et des lettres du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	107 835,6	107 200,6
Autres revenus	784,4	1 208,9
Total des revenus	108 620,0	108 409,5
Total des dépenses	108 737,6	108 409,2
Surplus (déficit) de l'exercice	(117,6)	0,3
Surplus (déficit) cumulé au début	61,8	61,5
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(55,8)	61,8
Investissements	540,7	466,6
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(746,7)	(561,1)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(746,7)	(561,1)

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec a pour objet d'administrer et d'exploiter, dans diverses régions du Québec, des établissements d'enseignement de la musique et des établissements d'enseignement d'art dramatique destinés à la formation professionnelle d'interprètes et de créateurs et à leur perfectionnement.

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec, des droits de scolarité perçus et d'ententes de service.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 32,8 M\$ en 2016-2017, soit 0,4 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par l'augmentation prévue des revenus autonomes.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 31,8 M\$, soit 0,4 M\$ de plus que les dépenses probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par l'augmentation prévue des dépenses d'opérations.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 0,8 M\$ en 2016-2017, soit un niveau comparable aux investissements probables 2015-2016.

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	30 134,4	30 131,5
Autres revenus	2 654,6	2 304,6
Total des revenus	32 789,0	32 436,1
Total des dépenses	31 789,0	31 436,1
Surplus (déficit) de l'exercice	1 000,0	1 000,0
Surplus (déficit) cumulé au début	(11 686,8)	(12 686,8)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(10 686,8)	(11 686,8)
Investissements	782,6	900,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(7 227,0)	(6 549,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(35 946,9)	(37 559,6)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(43 173,9)	(44 108,6)

Musée d'Art contemporain de Montréal

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Musée d'Art contemporain de Montréal a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois contemporain et d'assurer une présence de l'art contemporain international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Les revenus annuels proviennent principalement de subventions du gouvernement du Québec. Les autres revenus sont générés notamment par des subventions fédérales, la billetterie, la location d'espaces et d'expositions, les activités éducatives et culturelles ainsi que les commandites et autres dons.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 13,5 M\$ en 2016-2017, soit un niveau comparable aux revenus probables 2015-2016.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 13,4 M\$ en 2016-2017, soit un niveau comparable aux dépenses probables 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 1,1 M\$ en 2016-2017, soit un niveau comparable aux investissements probables 2015-2016.

Musée d'Art contemporain de Montréal

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	9 151,4	9 075,8
Autres revenus	4 375,6	4 348,3
Total des revenus	13 527,0	13 424,1
Total des dépenses	13 368,7	13 358,9
Surplus (déficit) de l'exercice	158,3	65,2
Surplus (déficit) cumulé au début	(350,5)	(415,7)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(192,2)	(350,5)
Investissements	1 105,7	1 024,8
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(4 054,2)	(3 792,5)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(1 631,8)	(1 510,1)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(5 686,0)	(5 302,6)

Musée de la Civilisation

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Musée de la Civilisation a pour fonctions de faire connaître l'histoire et les diverses composantes de notre civilisation, d'assurer la conservation et la mise en valeur de la collection ethnographique et des autres collections représentatives de notre civilisation et d'assurer une présence du Québec dans le réseau international des manifestations muséologiques.

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec et de revenus autonomes générés notamment par la visite d'expositions, les commandites financières, les événements privés et spéciaux, la location d'espaces, la boutique et les contributions de la Fondation du Musée.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 28,8 M\$ en 2016-2017, soit 3,1 M\$ de moins que les revenus probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par la diminution prévue des revenus autonomes, dont les commandites et les contributions de la Fondation, de la subvention relative à la prévision des besoins en service de dette et par des subventions ponctuelles en 2015-2016.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 29,0 M\$ en 2016-2017, soit 3,4 M\$ de moins que les dépenses probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par la diminution prévue des dépenses d'opérations conséquente notamment à la baisse prévue des revenus de commandites, des contributions de la Fondation et des subventions ponctuelles en 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 4,3 M\$ en 2016-2017, soit 3,5 M\$ de moins que les investissements probables 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par l'achèvement des travaux majeurs sur le bâtiment du Musée.

Musée de la Civilisation

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	25 785,3	25 462,7
Autres revenus	2 994,3	6 404,6
Total des revenus	28 779,6	31 867,3
Total des dépenses	29 018,3	32 447,3
Surplus (déficit) de l'exercice	(238,7)	(580,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	(20 377,4)	(19 797,4)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(20 616,1)	(20 377,4)
Investissements	4 291,2	7 785,2
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(47 969,9)	(36 995,2)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(2 472,2)	(13 556,3)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(50 442,1)	(50 551,5)

Musée national des beaux-arts du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Musée national des beaux-arts du Québec (MNBAQ) a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois de toutes les périodes, de l'art ancien à l'art actuel, et d'assurer une présence de l'art international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec. Le MNBAQ reçoit également des subventions ou des contributions du gouvernement du Canada, de sa Fondation ou d'autres partenaires. Les autres revenus sont notamment générés par la visite d'expositions, la location et la diffusion d'œuvres d'art et d'expositions, les activités éducatives et culturelles, la boutique et la location d'espaces.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 29,2 M\$ en 2016-2017, soit 10,4 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par l'augmentation prévue de la subvention de fonctionnement et de service de dette liée au nouveau pavillon ainsi que par la hausse prévue des revenus autonomes.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 29,1 M\$ en 2016-2017, soit 9,8 M\$ de plus que les dépenses probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par l'augmentation prévue des dépenses de fonctionnement, d'amortissement et de frais financiers liées au nouveau pavillon.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 2,8 M\$ en 2016-2017, soit 29,5 M\$ de moins que les investissements probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par le parachèvement du projet d'agrandissement du Musée en 2016-2017.

Musée national des beaux-arts du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	22 239,7	16 803,5
Autres revenus	6 997,8	2 081,7
Total des revenus	29 237,5	18 885,2
Total des dépenses	29 135,4	19 367,6
Surplus (déficit) de l'exercice	102,1	(482,4)
Surplus (déficit) cumulé au début	3 836,2	4 318,6
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 938,3	3 836,2
Investissements	2 775,1	32 275,3
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(48 116,2)	(40 015,2)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(10 388,0)	(21 101,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(58 504,2)	(61 116,2)

Régie du cinéma

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Régie du cinéma a pour fonctions de classer des films, de publier des informations sur les films classés, de réaliser des consultations sur le classement des films, de délivrer, de renouveler, de suspendre ou de révoquer les permis d'exploitation et les permis de distributeur, de surveiller et de contrôler la vente, la location, le prêt ou l'échange de matériel vidéo et de délivrer les certificats de dépôt.

Les revenus annuels proviennent principalement de la vente de permis et d'attestations de certificats de dépôt.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 4,6 M\$ en 2016-2017, soit 1,1 M\$ de moins que les revenus probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par la diminution prévue des revenus associés à la vente d'attestations de certificat de dépôt à la suite de changements des habitudes de consommation du matériel vidéo en faveur, notamment, de l'Internet et de la vidéo sur demande.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 4,5 M\$ en 2016-2017, soit un niveau comparable aux dépenses probables 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est prévu en 2016-2017.

Régie du cinéma

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	4 644,0	5 776,2
Total des revenus	4 644,0	5 776,2
Total des dépenses	4 500,0	4 600,0
Surplus (déficit) de l'exercice	144,0	1 176,2
Surplus (déficit) cumulé au début	106 059,0	104 882,8
Surplus (déficit) cumulé à la fin	106 203,0	106 059,0
Investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	108 627,5	108 090,5
Total	108 627,5	108 090,5

Société de développement des entreprises culturelles

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) a pour mandat de promouvoir et de soutenir, dans toutes les régions du Québec, l'implantation et le développement des entreprises culturelles, y compris les médias. La SODEC contribue à accroître la qualité des produits et des services, ainsi que leur capacité à être concurrentiels au Québec, dans le reste du Canada et à l'étranger. À ce titre, la SODEC :

- Administre l'aide gouvernementale destinée aux entreprises culturelles pour soutenir la production, la diffusion et l'exportation des œuvres, favorisant ainsi la création. Cette aide est accordée sous forme d'investissements, de subventions ou d'aides remboursables en vertu de différents programmes d'aide;
- Offre les services d'une « banque d'affaires », comprenant le prêt et la garantie de prêt;
- Gère, pour le gouvernement du Québec, les mesures d'aide fiscale destinées aux entreprises culturelles, celles-ci prennent la forme de crédits d'impôt remboursables liés à la création et à la production d'œuvres;
- Mène ou participe à des recherches et à des analyses sectorielles et coordonne le travail de diverses commissions consultatives;
- Est partenaire du Fonds d'investissement de la Culture et des Communications (FICC), du Fonds Capital Culture Québec (FCCQ) et de la Financière des entreprises culturelles (FIDEC).

Également, la SODEC a pour mandat de protéger, de mettre en valeur et de gérer un parc immobilier patrimonial dont elle est propriétaire depuis 1989.

Les revenus annuels proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec et de revenus autonomes résultant essentiellement d'honoraires de gestion des crédits d'impôt, de revenus d'intérêts ainsi que de revenus de loyer du parc immobilier patrimonial.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 72,9 M\$ en 2016-2017, soit 5,3 M\$ de moins que les revenus probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par l'octroi de subventions non récurrentes en 2015-2016 ainsi que par la diminution prévue de la subvention relative au Plan culturel numérique du Québec.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 72,8 M\$ en 2016-2017, soit 2,9 M\$ de moins que les dépenses probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par la baisse prévue des dépenses liées aux programmes d'aide financière pour le Plan culturel numérique du Québec.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 1,9 M\$ en 2016-2017, soit un niveau comparable aux investissements probables 2015-2016.

Société de développement des entreprises culturelles

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	61 834,7	67 039,8
Autres revenus	11 082,9	11 135,5
Total des revenus	72 917,6	78 175,3
Total des dépenses	72 788,8	75 641,2
Surplus (déficit) de l'exercice	128,8	2 534,1
Surplus (déficit) cumulé au début	(4 586,5)	(7 120,6)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(4 457,7)	(4 586,5)
Investissements	1 912,1	1 831,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(21 913,8)	(28 335,2)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	(31 300,0)	(31 300,0)
Total	(53 213,8)	(59 635,2)

Société de la Place des Arts de Montréal

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de la Place des Arts de Montréal a pour mission d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer la Place des Arts de Montréal ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'art de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

Les revenus annuels proviennent notamment de subventions du gouvernement du Québec. Les autres revenus sont générés par la location de salles, la billetterie, la location d'espaces de stationnement, les bars et les services qu'elle offre aux producteurs. L'organisme exploite également des espaces locatifs (bureaux, restaurants).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 34,4 M\$ en 2016-2017, soit 3,1 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par l'augmentation de la subvention relative à la prévision des besoins en service de dette et par la hausse prévue des revenus autonomes (réouverture de salles à la suite de travaux de maintien des actifs).

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 35,3 M\$ en 2016-2017, soit 1,8 M\$ de plus que les dépenses probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par l'augmentation prévue des dépenses d'amortissement et des coûts d'opérations (réouverture de salles à la suite de travaux de maintien des actifs).

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 20,1 M\$ en 2016-2017, soit 1,0 M\$ de moins qu'en 2015-2016. La variation s'explique principalement par le parachèvement de projets d'investissements importants.

Société de la Place des Arts de Montréal

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	16 176,4	14 480,9
Autres revenus	18 271,5	16 828,1
Total des revenus	34 447,9	31 309,0
Total des dépenses	35 304,0	33 550,9
Surplus (déficit) de l'exercice	(856,1)	(2 241,9)
Surplus (déficit) cumulé au début	6 118,5	8 360,4
Surplus (déficit) cumulé à la fin	5 262,4	6 118,5
Investissements	20 073,0	21 110,7
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(112 264,3)	(103 116,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(112 264,3)	(103 116,0)

Société de télédiffusion du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de télédiffusion du Québec a pour objet d'exploiter une entreprise de télédiffusion éducative et culturelle afin d'assurer, par tout mode de diffusion, l'accessibilité de ses produits au public. Ces activités ont particulièrement pour but de développer le goût du savoir, de favoriser l'acquisition de connaissances, de promouvoir la vie artistique et culturelle et de refléter les réalités régionales et la diversité de la société québécoise.

Les revenus annuels proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec, des revenus de publicité et de location d'antennes, de studios et de locaux.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 76,2 M\$ en 2016-2017, soit 0,3 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par l'augmentation de la subvention relative à la prévision des besoins en service de dette.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 75,6 M\$ en 2016-2017, soit 0,2 M\$ de moins que les dépenses probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par la diminution prévue des dépenses d'opérations.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 5,8 M\$ en 2016-2017, soit 0,8 M\$ de moins que les investissements probables 2015-2016 en fonction des acquisitions prévues.

Société de télédiffusion du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	59 553,5	59 155,3
Autres revenus	16 680,9	16 784,9
Total des revenus	76 234,4	75 940,2
Total des dépenses	75 619,5	75 826,1
Surplus (déficit) de l'exercice	614,9	114,1
Surplus (déficit) cumulé au début	(17 912,3)	(18 026,4)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(17 297,4)	(17 912,3)
Investissements	5 759,0	6 598,7
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(55 728,5)	(56 999,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(2 200,0)	(2 000,0)
Solde des avances au (du) fonds général	(2 750,0)	(2 750,0)
Total	(60 678,5)	(61 749,0)

Société du Grand Théâtre de Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du Grand Théâtre de Québec a pour mission d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer le Grand Théâtre de Québec ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'art de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

Les revenus annuels proviennent notamment de subventions du gouvernement du Québec. Les autres revenus sont générés par la location de salles, la billetterie, la location d'espaces de stationnement et la production de spectacles.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 12,5 M\$ en 2016-2017, soit 0,2 M\$ de moins que les revenus probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par la baisse prévue des revenus autonomes.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 11,8 M\$ en 2016-2017, soit 0,3 M\$ de moins que les dépenses probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par la diminution prévue des dépenses d'opérations.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 2,0 M\$ en 2016-2017, soit le même niveau que les investissements probables 2015-2016.

Société du Grand Théâtre de Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	6 025,7	6 111,5
Autres revenus	6 446,7	6 562,6
Total des revenus	12 472,4	12 674,1
Total des dépenses	11 833,0	12 169,0
Surplus (déficit) de l'exercice	639,4	505,1
Surplus (déficit) cumulé au début	2 903,1	2 398,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 542,5	2 903,1
Investissements	2 000,0	2 000,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(13 801,0)	(12 622,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(2 722,0)	(4 918,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(16 523,0)	(17 540,0)

Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 (en milliers de dollars)

Organisme autre que budgétaire	Revenus	Dépenses
Société québécoise de récupération et de recyclage	45 281,0	44 628,7
Total	45 281,0	44 628,7

Société québécoise de récupération et de recyclage

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Soucieuse de faire du Québec un modèle de gestion novatrice et durable des matières résiduelles pour une société sans gaspillage, RECYC-QUÉBEC a pour mission de favoriser la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation des matières résiduelles. RECYC-QUÉBEC influence ainsi les modes de production et de consommation. Elle est l'organisme désigné pour coordonner les activités de mise en valeur prévues à la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.

Mission de RECYC-QUÉBEC

Au cœur de l'action pour une gestion responsable des matières résiduelles.

Vision de RECYC-QUÉBEC

Mobiliser le Québec autour d'une gestion novatrice et durable des matières résiduelles.

Mandat

La Société a pour objet de promouvoir, de développer et de favoriser la réduction, le réemploi, la récupération et le recyclage de contenants, d'emballages, de matières ou de produits ainsi que leur valorisation dans une perspective de conservation des ressources. À ces fins, elle peut, notamment :

- Administrer tout système de consignation;
- Réaliser des travaux de recherche ou de développement et mettre au point ou implanter des technologies;
- Favoriser, par toute mesure technique ou financière appropriée, la création et le développement d'entreprises œuvrant dans la réduction, le réemploi, la récupération, le recyclage ou la valorisation;
- Promouvoir, développer et maintenir des marchés pour les contenants, emballages, matières ou produits récupérés et pour les produits issus du recyclage ou de la valorisation;
- Promouvoir, par des projets éducatifs appropriés, des mesures de conservation des ressources, de réduction, de réemploi, de récupération, de recyclage ou de valorisation;
- Administrer tout programme du gouvernement, de l'un de ses ministères ou organismes, dans un domaine connexe à ses objets, ou les assister dans l'élaboration de ces programmes.

De plus, la Société veille à promouvoir la mise en œuvre de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, prise par le gouvernement en application de l'article 53.4 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2). Elle exerce également les responsabilités qui lui sont confiées en vertu d'une autre loi, en particulier celles qui lui sont confiées en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Les principales sources de revenus sont les droits environnementaux sur les pneus, la contribution du gouvernement du Québec, la consignation des contenants à remplissage unique et la contribution des partenaires au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de RECYC-QUÉBEC pour 2016-2017 s'élèvent à 45,3 M\$ comparativement à des revenus de 40,6 M\$ prévus pour l'exercice 2015-2016. Cet écart de 4,7 M\$ s'explique par l'intensification des actions prévues dans le cadre de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de RECYC-QUÉBEC pour 2016-2017 s'élèvent à 44,6 M\$ comparativement à des dépenses de 40,4 M\$ prévues pour l'exercice 2015-2016. Cet écart de 4,2 M\$ s'explique principalement par l'intensification des actions prévues dans le cadre de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, plus spécifiquement par les actions suivantes :

- L'octroi d'aide financière supplémentaire pour les programmes des pneus hors d'usage de 1,0 M\$;
- L'octroi d'aide financière supplémentaire pour les centres de tri de 1,1 M\$;
- La réalisation des actions dans le cadre du comité conjoint de la collecte sélective de 1,5 M\$;
- Le nouveau programme de réduction à la source de 1,4 M\$;
- La diminution des actions prévues dans le cadre du programme Implantation de technologies et de procédés et développement des marchés de 1,2 M\$ et d'autres programmes de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles pour 0,4 M\$;
- D'autres augmentations diverses pour 0,8 M\$ incluant notamment l'amortissement, les frais de soutien du système d'information, les frais liés à la gestion de caractérisation et le bilan de matières résiduelles, les dépenses en ressources informationnelles et les frais relatifs aux communications corporatives.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissement de RECYC-QUÉBEC pour 2016-2017 s'élèvent à 0,5 M\$ et permettront notamment la réalisation et le déploiement d'un portail collaboratif et du logiciel consigne, ainsi que la réalisation d'un nouveau logiciel pour la gestion du programme des pneus.

Société québécoise de récupération et de recyclage
Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017
(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	45 281,0	40 633,2
Total des revenus	45 281,0	40 633,2
Total des dépenses	44 628,7	40 443,5
Surplus (déficit) de l'exercice	652,3	189,7
Surplus (déficit) cumulé au début	53 870,6	53 680,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	54 522,9	53 870,6
Investissements	514,1	794,9
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Économie, Science et Innovation

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Centre de recherche industrielle du Québec	31 632,0	31 447,0
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	60 257,0	60 552,8
Fonds de recherche du Québec - Santé	96 765,9	96 765,9
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	52 470,2	52 469,4
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	5 233,9	5 856,0
Total	246 359,0	247 091,1

Centre de recherche industrielle du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) a pour mission de contribuer à la compétitivité des secteurs industriels québécois et à la croissance des organismes en soutenant l'innovation, la productivité et les exportations. Le CRIQ a comme mandat d'être partenaire des entreprises et de l'État pour un Québec industriel innovateur, productif et compétitif.

Le CRIQ réalise des mandats dans plusieurs secteurs d'activité économique tels que l'aéronautique, l'agroalimentaire, l'énergie, l'exploitation minière, les matériaux plastiques, les technologies de l'information, les produits du bois et le matériel de transport.

Le CRIQ offre une gamme d'essais, des tests spécialisés et permet l'accès à des équipements à la fine pointe de la technologie. Il réalise des projets de recherche et de développement qui sont en mesure d'améliorer la productivité, la compétitivité et l'efficacité industrielle des entreprises québécoises. Il offre également des services d'informations stratégiques en mesure d'améliorer l'intelligence d'affaires de ces entreprises. De plus, à titre de direction du CRIQ, le Bureau de la normalisation du Québec apporte des solutions aux besoins des organisations par l'élaboration de normes et de programmes de certification.

Les revenus du CRIQ proviennent en partie de la clientèle externe, telle que les entreprises, les organismes et certains ministères dans le cadre de projets spécifiques, et en partie d'une contribution du gouvernement du Québec qui permet de mettre en place un programme de recherche et d'innovation afin d'améliorer la productivité et la compétitivité du tissu industriel québécois.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du CRIQ s'établissent à 31,6 M\$ en 2016-2017, soit 2,7 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016. La variation s'explique principalement par une augmentation des revenus des projets spéciaux dont les opportunités ont déjà été identifiées.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du CRIQ s'établissent à 31,4 M\$ en 2016-2017, soit 2,6 M\$ de plus que les dépenses probables 2015-2016. La variation s'explique essentiellement par une augmentation de l'amortissement et des taxes foncières à la suite de la rénovation majeure du bâtiment ainsi que du service de dette qui en découle.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 1,4 M\$ pour 2016-2017. La baisse de 7,6 M\$ par rapport à 2015-2016 est attribuable principalement aux travaux de rénovation du laboratoire de Québec qui ont eu lieu de 2013-2014 à 2015-2016 et à l'acquisition de certains équipements spécialisés.

Centre de recherche industrielle du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	13 871,1	13 752,2
Autres revenus	17 760,9	15 131,8
Total des revenus	31 632,0	28 884,0
Total des dépenses	31 447,0	28 856,0
Surplus (déficit) de l'exercice	185,0	28,0
Surplus (déficit) cumulé au début	(16 631,0)	(16 659,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(16 446,0)	(16 631,0)
Investissements	1 409,0	8 988,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(14 098,0)	(15 425,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(14 098,0)	(15 425,0)

Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies est constitué par la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (RLRQ, chapitre M-15.1.0.1).

Le Fonds de recherche du Québec – Nature et technologie a pour mission de soutenir financièrement et de promouvoir la recherche universitaire et collégiale, la formation de personnel hautement qualifié, la diffusion de connaissances dans les domaines des sciences naturelles, des sciences mathématiques et du génie, et ainsi contribuer au développement scientifique et à l'innovation, ainsi qu'à la prospérité économique et au développement durable du Québec.

Les revenus proviennent en grande majorité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2016-2017, les prévisions de revenus s'établissent à 60,3 M\$, soit une baisse de 1,6 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation s'explique par une diminution des revenus reportés de 1,8 M\$ liés à la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice 2016-2017, les prévisions de dépenses s'établissent à 60,6 M\$, soit une baisse de 5,7 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation s'explique par un montant plus élevé d'aides financières octroyées en 2015-2016 et par la diminution des dépenses liées à la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation.

LES INVESTISSEMENTS

À la suite d'une entente avec le Fonds de recherche du Québec - Société et culture et le Fonds de recherche du Québec - Santé quant à la répartition des acquisitions des immobilisations, le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies prévoit principalement des acquisitions de nature informatique, pour l'exercice 2016-2017. Les investissements sont légèrement inférieurs par rapport à 2015-2016.

Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	49 376,6	49 342,9
Autres revenus	10 880,4	12 521,1
Total des revenus	60 257,0	61 864,0
Total des dépenses	60 552,8	66 269,5
Surplus (déficit) de l'exercice	(295,8)	(4 405,5)
Surplus (déficit) cumulé au début	796,5	5 202,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	500,7	796,5
Investissements	275,0	294,5
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Fonds de recherche du Québec - Santé

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de recherche du Québec - Santé est constitué par la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (RLRQ, chapitre M-15.1.0.1). Le Fonds de recherche du Québec - Santé a pour mission d'agir comme catalyseur de la recherche en santé au Québec :

- En planifiant, coordonnant et soutenant le développement de l'ensemble des secteurs de la recherche publique en santé humaine;
- En favorisant l'émergence de partenariats de recherche avec le secteur public, l'industrie et le milieu caritatif;
- En maximisant les retombées de la recherche sur la santé des citoyens, sur le développement économique et sur le rayonnement du Québec au Canada et au niveau international.

Les sources de revenus proviennent majoritairement du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, du ministère de la Santé et des Services sociaux et de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Le Fonds de recherche du Québec - Santé a également des revenus du secteur privé et du milieu caritatif.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Le Fonds de recherche du Québec - Santé prévoit des revenus de 96,8 M\$ pour l'année 2016-2017, dont 77,6 M\$ provenant du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et 13,4 M\$ de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les autres revenus proviennent d'autres ministères ou d'entreprises privées ou caritatives.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice 2016-2017, le Fonds de recherche du Québec - Santé prévoit des dépenses de 96,8 M\$, soit une baisse de 0,5 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Les dépenses sont réparties à travers différents programmes de bourses (formation et carrière), de subventions (centres de recherche, réseaux thématiques, groupes et subventions de recherche) et des programmes internationaux.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements 2016-2017 permettent l'harmonisation des systèmes des trois Fonds de recherche du Québec. Ces investissements sont constants par rapport à l'année précédente.

Fonds de recherche du Québec - Santé

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	77 647,1	77 602,9
Autres revenus	19 118,8	19 012,5
Total des revenus	96 765,9	96 615,4
Total des dépenses	96 765,9	97 291,4
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(676,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	-	676,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-
Investissements	378,0	378,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Fonds de recherche du Québec - Société et culture

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de recherche du Québec - Société et culture est constitué par la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (RLRQ, chapitre M-15.1.0.1).

Le Fonds de recherche du Québec - Société et culture se consacre au développement du système de recherche et d'innovation québécois en sciences sociales et humaines, en arts et en lettres. Pour ce faire, le Fonds soutient financièrement la recherche et la formation des chercheurs dans ces secteurs en plus de favoriser la diffusion et le transfert des connaissances. Il établit aussi les partenariats nécessaires à l'avancement des connaissances scientifiques portant sur des problématiques sociétales.

Les divers programmes de bourses et de subventions s'adressent à quelque 4 500 professeurs-chercheurs et professeurs-chercheurs-créeurs, à près de 17 000 étudiants à la maîtrise et au doctorat et de stagiaires postdoctoraux qui œuvrent dans les grands domaines de recherche couverts par le Fonds. Bon an mal an, près de 1 300 étudiants des 2^e et 3^e cycles et chercheurs postdoctorants reçoivent une aide financière par l'entremise des bourses d'excellence et de perfectionnement. Le Fonds se positionne également au service des milieux de pratique, d'intervention et de décision qui manifestent des besoins en recherche, en favorisant le maillage avec la communauté des chercheurs.

Le Fonds s'acquitte de sa mission grâce à un partenariat actif avec, d'une part, les universités et les administrateurs de la recherche et, d'autre part, les professeurs-chercheurs qui participent aux comités d'évaluation des demandes d'aide financière soumises au Fonds.

Les revenus proviennent en grande majorité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2016-2017, les prévisions de revenus sont de 52,5 M\$, soit une hausse de 0,1 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation s'explique par le transfert des frais indirects de recherche en provenance des universités.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice 2016-2017, les prévisions de dépenses sont de 52,5 M\$, soit une baisse de 0,6 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation s'explique par un montant plus élevé d'aides financières octroyées en 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

À la suite d'une entente avec le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies et le Fonds de recherche du Québec - Santé quant à la répartition des acquisitions des immobilisations, le Fonds de recherche du Québec - Société et culture prévoit des acquisitions de 0,2 M\$ pour l'exercice 2016-2017.

Fonds de recherche du Québec - Société et culture
 Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017
 (en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	47 454,6	47 417,4
Autres revenus	5 015,6	4 908,1
Total des revenus	52 470,2	52 325,5
Total des dépenses	52 469,4	53 070,6
Surplus (déficit) de l'exercice	0,8	(745,1)
Surplus (déficit) cumulé au début	226,4	971,5
Surplus (déficit) cumulé à la fin	227,2	226,4
Investissements	165,0	170,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour a pour mission de favoriser le développement économique du Québec en développant et en exploitant, dans un objectif d'autofinancement, un parc industriel et portuaire. La Société a pour objet de promouvoir l'établissement de nouvelles entreprises et de fournir les infrastructures nécessaires à l'implantation et à l'exploitation d'entreprises de grande envergure.

Ses principales sources de revenus sont les revenus portuaires, le service d'eau industrielle, le remboursement, par la Ville de Bécancour, de certains frais d'entretien, les locations d'immeubles et les ventes de terrains.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 5,2 M\$ en 2016-2017, soit 0,9 M\$ de moins que les revenus probables 2015-2016. La variation s'explique en grande partie par des ventes de terrains en 2015-2016 pour un montant de 0,8 M\$.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 5,9 M\$ en 2016-2017, soit un montant comparable aux dépenses probables 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 2,5 M\$ en 2016-2017, soit 0,8 M\$ de plus que les investissements probables 2015-2016. La variation s'explique, entre autres, par des travaux qui devront être effectués en 2016-2017 dans la zone portuaire.

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
 Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017
 (en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	5 233,9	6 090,6
Total des revenus	5 233,9	6 090,6
Total des dépenses	5 856,0	5 892,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(622,1)	198,6
Surplus (déficit) cumulé au début	12 548,1	12 349,5
Surplus (déficit) cumulé à la fin	11 926,0	12 548,1
Investissements	2 500,0	1 729,5
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(16 950,9)	(16 936,9)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(16 950,9)	(16 936,9)

Éducation et Enseignement supérieur

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	35 645,0	36 493,8
Institut national des mines	972,0	1 005,1
Total	36 617,0	37 498,9

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) a pour objet de fournir des activités de formation professionnelle dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, comprenant des activités de perfectionnement et de recyclage, de faire de la recherche, d'apporter de l'aide technique, de produire de l'information et de fournir des services dans ces domaines.

L'Institut réalise ses mandats conformément aux dispositions contenues dans sa loi constitutive. À titre de centre d'excellence en matière d'enseignement spécialisé en tourisme, en hôtellerie et en restauration, l'ITHQ mise sur une approche pédagogique distinctive, des activités de recherche appliquées ainsi qu'une collaboration soutenue avec l'industrie, dans le but de former une relève d'avant-garde et les leaders de demain.

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec. L'ITHQ a également des revenus autonomes provenant de l'hébergement commercial, du service de restauration ainsi que des formations spécialisées. Il peut également compter sur le soutien de sa fondation pour l'octroi de bourses aux étudiants et pour la réalisation de projets particuliers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2016-2017, les prévisions de revenus s'établissent à 35,6 M\$, dont 26,8 M\$ provenant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et 8,8 M\$ provenant de revenus autonomes.

LES DÉPENSES

Pour 2016-2017, les prévisions de dépenses s'établissent à 36,5 M\$, soit une augmentation de 1,0 M\$ par rapport aux dépenses probables 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice 2016-2017, les prévisions d'investissements s'établissent à 2,0 M\$, soit une diminution de 0,7 M\$ par rapport aux investissements 2015-2016.

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	26 841,8	25 878,4
Autres revenus	8 803,2	8 490,8
Total des revenus	35 645,0	34 369,2
Total des dépenses	36 493,8	35 481,3
Surplus (déficit) de l'exercice	(848,8)	(1 112,1)
Surplus (déficit) cumulé au début	(21 684,2)	(20 572,1)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(22 533,0)	(21 684,2)
Investissements	2 007,7	2 756,1
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(48 702,1)	(50 942,7)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(48 702,1)	(50 942,7)

Institut national des mines

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut national des mines a pour objectif de conseiller le gouvernement du Québec dans la mise en œuvre d'une offre de formation d'avant-garde contribuant au développement du plein potentiel du secteur minier.

Les revenus proviennent presque exclusivement d'une subvention du gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'Institut national des mines s'établissent à près de 1,0 M\$ en 2016-2017, soit un niveau comparable à ceux de 2015-2016.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'Institut national des mines s'établissent à 1,0 M\$ en 2016-2017, soit une diminution de 0,3 M\$ par rapport à celles de 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par la diminution des dépenses de fonctionnement, notamment des services professionnels.

LES INVESTISSEMENTS

Le niveau d'investissements en 2016-2017 est similaire à celui de 2015-2016.

Institut national des mines

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	970,0	970,0
Autres revenus	2,0	58,6
Total des revenus	972,0	1 028,6
Total des dépenses	1 005,1	1 316,1
Surplus (déficit) de l'exercice	(33,1)	(287,5)
Surplus (déficit) cumulé au début	229,8	517,3
Surplus (déficit) cumulé à la fin	196,7	229,8
Investissements	7,0	5,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Énergie et Ressources naturelles

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Régie de l'énergie	14 641,0	15 113,9
Société de développement de la Baie-James	27 765,0	27 035,0
Société du Plan Nord	172 288,6	73 547,6
Société nationale de l'amiante	-	-
Total	214 694,6	115 696,5

Régie de l'énergie

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Régie de l'énergie est un tribunal de régulation économique qui a pour mission d'assurer la conciliation entre l'intérêt public, la protection des consommateurs et un traitement équitable du transporteur d'électricité et des distributeurs. Elle favorise la satisfaction des besoins énergétiques dans une perspective de développement durable et d'équité au plan individuel comme au plan collectif.

Le financement provient principalement de redevances provenant du transporteur d'électricité ainsi que des distributeurs d'électricité, de gaz naturel et de produits pétroliers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Régie de l'énergie s'établissent à 14,6 M\$ en 2016-2017, soit 1,3 M\$ de plus que les revenus 2015-2016. Cette variation s'explique par une augmentation de l'apport des redevances annuelles dont le calcul tient compte de l'excédent cumulé libre d'affectation à la fin de l'exercice financier précédent.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Régie de l'énergie s'établissent à 15,1 M\$ en 2016-2017, soit 0,8 M\$ de plus qu'en 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 0,3 M\$ en 2016-2017.

Régie de l'énergie

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	14 641,0	13 387,0
Total des revenus	14 641,0	13 387,0
Total des dépenses	15 113,9	14 333,5
Surplus (déficit) de l'exercice	(472,9)	(946,5)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 375,9	2 322,4
Surplus (déficit) cumulé à la fin	903,0	1 375,9
Investissements	254,7	92,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Société de développement de la Baie-James

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de développement de la Baie-James a pour mission de favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique, la mise en valeur et l'exploitation des ressources naturelles, autres que les ressources hydroélectriques relevant du mandat d'Hydro-Québec, du territoire de la région de la Baie-James. Elle peut notamment susciter, soutenir et participer à la réalisation de projets visant ces fins. Elle a également pour mission d'aménager le territoire sous réserve de la compétence municipale en matière d'aménagement et d'urbanisme.

Le financement provient de la tarification perçue pour les biens et services offerts aux clientèles, notamment la gestion d'infrastructures de transport, les ventes du relais routier (carburant, hébergement et restauration), les revenus de location ainsi que des revenus de placements.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2016-2017, les prévisions de revenus s'établissent à 27,8 M\$, un montant comparable à celui de l'exercice précédent.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice 2016-2017, les prévisions de dépenses s'établissent à 27,0 M\$, un montant comparable à celui de l'exercice précédent.

LES INVESTISSEMENTS

La variation des investissements de 22,8 M\$ s'explique par le budget prévu dans le cadre du projet de réfection de la route de la Baie-James pour l'année 2016-2017.

Société de développement de la Baie-James

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	27 765,0	27 166,0
Total des revenus	27 765,0	27 166,0
Total des dépenses	27 035,0	27 835,6
Surplus (déficit) de l'exercice	730,0	(669,6)
Surplus (déficit) cumulé au début	(49 464,2)	(48 794,6)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(48 734,2)	(49 464,2)
Investissements	32 307,0	9 526,3
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(39 998,0)	(6 006,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(39 998,0)	(6 006,0)

Société du Plan Nord

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du Plan Nord, créée par la Loi sur la Société du Plan Nord (RLRQ, chapitre S-16.011), est entrée en fonction le 1^{er} avril 2015. Elle a pour mission, dans une perspective de développement durable, de contribuer au développement intégré et cohérent du territoire du Plan Nord, en conformité avec les orientations définies par le gouvernement relativement au Plan Nord et en concertation avec les représentants des régions et des nations autochtones concernées ainsi que du secteur privé.

Les activités qu'elle réalise ont trait, notamment, à la réalisation d'infrastructures, à l'appui aux communautés locales et autochtones dans leurs projets de développement communautaires, sociaux et économiques, à la réalisation d'activités de recherche et de développement, à la mise en place de mécanismes assurant la protection de l'environnement et la sauvegarde de la biodiversité ainsi qu'à la maximisation des retombées économiques générées par la mise en valeur des ressources naturelles du Plan Nord.

Le financement provient des contributions qu'elle reçoit, des droits qu'elle perçoit et des sommes provenant du Fonds du Plan Nord qui sont mises à sa disposition.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société du Plan Nord s'établissent à 172,3 M\$ en 2016-2017, soit 96,8 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016. Cette variation s'explique par un versement additionnel du Fonds du Plan Nord pour l'acquisition de parts d'une société en commandite, prévu dans l'exercice 2016-2017.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société du Plan Nord s'établissent à 73,5 M\$ en 2016-2017, soit le même niveau que les dépenses probables 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est prévu à la Société du Plan Nord en 2016-2017.

Société du Plan Nord

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	172 288,6	75 500,6
Total des revenus	172 288,6	75 500,6
Total des dépenses	73 547,6	75 423,0
Surplus (déficit) de l'exercice	98 741,0	77,6
Surplus (déficit) cumulé au début	77,6	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	98 818,6	77,6
Investissements	-	86,6
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Société nationale de l'amiante

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société nationale de l'amiante (SNA) a été constituée en 1978 en vertu de la Loi sur la Société nationale de l'amiante (RLRQ, chapitre S-18.2). Les actions de cette société font partie du domaine de l'État et ont été attribuées au ministre des Finances. Les objets de cette société d'État étaient, entre autres, la recherche, le développement et l'exploitation de gisements d'amiante ainsi que toute activité de nature industrielle, manufacturière ou commerciale reliée à la transformation de la fibre d'amiante.

Depuis sa création, la SNA a généré des pertes cumulées d'environ 158,3 M\$, lesquelles ont été inscrites aux états financiers du gouvernement du Québec lors de leur constatation.

La SNA n'est plus en opération. Le gouvernement peut dissoudre cette société en vertu de la Loi sur l'abolition de certains organismes publics et le transfert de responsabilités administratives (L.Q. 2005, chapitre 44). Le processus de liquidation et de dissolution de la SNA est actuellement en cours.

Société nationale de l'amiante

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	-	-
Total des revenus	-	-
Total des dépenses	-	0,5
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(0,5)
Surplus (déficit) cumulé au début	-	(158 324,8)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-
Investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Finances

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Agence du revenu du Québec	1 110 336,2	1 153 351,5
Autorité des marchés financiers	160 668,3	135 322,4
Financement-Québec	395 962,6	367 058,1
Institut de la statistique du Québec	26 259,4	26 259,4
Société de financement des infrastructures locales du Québec	675 581,0	700 108,0
Total	2 368 807,5	2 382 099,4

Agence du revenu du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Revenu Québec a la charge :

- D'assurer la perception des impôts et des taxes afin que chacun paie sa juste part du financement des services publics;
- D'administrer le Programme de perception des pensions alimentaires afin d'assurer la régularité du soutien financier prévu auquel ont droit les enfants et les parents gardiens;
- D'administrer les programmes sociofiscaux et tout autre programme de perception et de redistribution de fonds que lui confie le gouvernement;
- D'assurer l'administration provisoire des biens non réclamés et leur liquidation pour en verser la valeur aux ayants droit ou, à défaut, au ministre des Finances;
- De tenir un registre public des entreprises faisant des affaires au Québec et d'administrer le régime québécois régissant l'existence des personnes morales afin de contribuer à la protection du public et des entreprises;
- De recommander au gouvernement des modifications à apporter à la politique fiscale ou à d'autres programmes.

Cette mission est fondamentale pour le gouvernement. Elle est la source du financement de son fonctionnement et de celui de la majorité des services publics. Elle permet aussi à certains citoyens de pouvoir compter sur les interventions de Revenu Québec pour avoir accès rapidement aux montants auxquels ils ont droit.

Les sources de revenus de Revenu Québec sont :

- Les contributions du Fonds relatif à l'administration fiscale (FRAF);
- La tarification de services au gouvernement du Canada;
- Les tarifications fiscale et alimentaire;
- La tarification de services à des ministères et organismes provinciaux;
- Les honoraires pour l'administration des biens non réclamés;
- Les contributions du gouvernement du Canada.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Le total des revenus du budget 2016-2017 s'établit à 1 110,3 M\$, soit 6,4 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation des revenus provenant du FRAF et des revenus autonomes divers. Par ailleurs, Revenu Québec utilisera 43,0 M\$ de son excédent cumulé pour financer ses activités en 2016-2017.

LES DÉPENSES

Le total des dépenses du budget 2016-2017 s'établit à 1 153,4 M\$, soit 27,5 M\$ de plus que la dépense probable 2015-2016. Cette variation s'explique par les augmentations salariales reliées aux conventions collectives ainsi que par un report des contributions pour les tenanciers de bars afin d'installer des modules d'enregistrement des ventes.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements en ressources informationnelles prévus sont de 100,0 M\$ en 2016-2017. Pour leur part, les investissements en gestion immobilière et en ressources matérielles sont évalués à 29,4 M\$. Ces investissements se maintiennent par rapport à ceux prévus en 2015-2016 (29,8 M\$). Cette constance s'explique par la fin de projets en 2016-2017 dont les travaux ont débuté lors des exercices financiers précédents.

Agence du revenu du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	1 110 336,2	1 103 944,0
Total des revenus	1 110 336,2	1 103 944,0
Total des dépenses	1 153 351,5	1 125 872,2
Surplus (déficit) de l'exercice	(43 015,3)	(21 928,2)
Surplus (déficit) cumulé au début	141 261,4	163 189,6
Surplus (déficit) cumulé à la fin	98 246,1	141 261,4
Investissements	129 368,0	129 825,2
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(268 618,5)	(206 932,1)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	5 000,0	5 000,0
Total	(263 618,5)	(201 932,1)

Autorité des marchés financiers

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Instituée par la Loi sur l'Autorité des marchés financiers (RLRQ, chapitre A-33.2), le 1^{er} février 2004, l'Autorité des marchés financiers (AMF) se distingue par un encadrement intégré du secteur financier québécois, notamment dans les domaines des assurances, des valeurs mobilières, des instruments dérivés, des institutions de dépôt à l'exception des banques et de la distribution de produits et services financiers.

Elle a aussi le mandat d'encadrer les entreprises de services monétaires et de délivrer les autorisations aux entreprises qui souhaitent conclure des contrats et sous-contrats publics ainsi que les autorisations pour les administrateurs de régimes volontaires d'épargne-retraite.

La mission de l'AMF vise à :

- Assister les consommateurs de produits financiers et les utilisateurs de services financiers, faciliter le traitement des plaintes et mettre en place des programmes d'éducation;
- Assurer le respect des normes de solvabilité applicables aux institutions financières et autres intervenants du secteur financier;
- Encadrer la distribution des produits et services financiers;
- Encadrer les activités de bourse et de compensation ainsi que l'encadrement des marchés de valeurs mobilières;
- Assurer l'encadrement des marchés de dérivés, notamment des bourses et des chambres de compensation de dérivés;
- Voir à la mise en place de programmes de protection et d'indemnisation des consommateurs de produits et d'utilisateurs de services financiers et administrer le fonds d'indemnisation prévu à la loi.

Les revenus de l'AMF proviennent essentiellement du paiement de droits, de cotisations, de primes, d'intérêts sur placements, de sanctions administratives et amendes et de contributions du gouvernement du Québec (lutte à l'évasion fiscale et administration du registre des entreprises autorisées).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'AMF s'établissent à 160,7 M\$, soit 8,2 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016.

Cette variation s'explique principalement par une augmentation des revenus d'intérêts sur placements de 2,1 M\$ et une augmentation des revenus de droits et de cotisations de 4,7 M\$.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'AMF s'établissent à 135,3 M\$, soit 14,1 M\$ de plus que les dépenses probables 2015-2016.

Cette variation s'explique principalement par une augmentation des dépenses de rémunération de 5,7 M\$, une augmentation de 2,9 M\$ des frais de services professionnels suite à un déplacement d'une année à l'autre de certains projets et une hausse de 2,8 M\$ pour de nouvelles activités facturées.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de l'AMF s'établissent à 10,8 M\$. La hausse de 3,4 M\$ est attribuable principalement au développement de systèmes informatiques.

Autorité des marchés financiers

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	160 668,3	152 452,6
Total des revenus	160 668,3	152 452,6
Total des dépenses	135 322,4	121 254,0
Surplus (déficit) de l'exercice	25 345,9	31 198,6
Surplus (déficit) cumulé au début	762 722,6	731 524,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	788 068,5	762 722,6
Investissements	10 773,7	7 329,5
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Financement-Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Financement-Québec (la Société) a été instituée par la Loi sur Financement-Québec (RLRQ, chapitre F-2.01) entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1999. La Société est une personne morale à fonds social, mandataire de l'État.

La Société a pour mission de fournir des services financiers aux organismes publics visés par sa loi constitutive. Elle les finance directement en leur accordant des prêts. Elle les conseille en vue de faciliter leur accès au crédit et de minimiser leurs coûts de financement et, à cette fin, élabore des programmes de financement. La Société peut, en outre, fournir aux organismes publics des services en matière d'analyse et de gestion financière.

La Société impute aux emprunteurs des frais d'émission de prêts pour compenser ceux engagés sur les emprunts effectués. La Société impute également aux emprunteurs des frais d'administration. Le niveau de frais imputés est soumis à l'approbation du gouvernement.

Les titres de créance émis par la Société sont garantis par le gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société pour l'exercice financier 2016-2017 sont de 396,0 M\$, soit une diminution de 101,1 M\$ par rapport à ceux prévus pour l'exercice financier 2015-2016. Cette baisse s'explique essentiellement par la diminution de l'encours des prêts à court et à long terme.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société pour l'exercice financier 2016-2017 s'établissent à 367,1 M\$, soit 94,3 M\$ de moins que celles prévues pour l'exercice financier 2015-2016. Cette baisse s'explique principalement par la diminution de l'encours des emprunts à court et à long terme.

LES INVESTISSEMENTS

La Société ne prévoit pas d'investissement en 2016-2017.

Financement-Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	395 962,6	497 014,9
Total des revenus	395 962,6	497 014,9
Total des dépenses	367 058,1	461 384,9
Surplus (déficit) de l'exercice	28 904,5	35 630,0
Surplus (déficit) cumulé au début	505 955,8	471 825,8
Variation de la valeur marchande des produits dérivés	(1 231,2)	(1 500,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	533 629,1	505 955,8
Investissements	-	335,4
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(41 602,2)	(47 439,2)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(11 684 778,9)	(14 120 670,9)
Solde des avances au (du) fonds général	(133 004,4)	(134 744,5)
Total	(11 859 385,5)	(14 302 854,6)

Institut de la statistique du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

En vertu de sa loi constitutive (RLRQ, chapitre I-13.011), l'Institut de la statistique du Québec (l'Institut) est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Le rôle de l'Institut s'articule autour de deux grandes fonctions, soit celle de statisticien en chef et celle de coordonnateur de la statistique publique pour le Québec.

À titre de statisticien en chef, responsable des statistiques pour le Québec, l'Institut établit un programme statistique public « de base ». Les informations statistiques sont produites sur une base provinciale, régionale ou locale et touchent divers aspects de la société québécoise tels que la santé, la démographie, la culture et les communications, l'économie, le travail et la rémunération. L'Institut établit et tient à jour le bilan démographique du Québec. Il assure également le suivi et la diffusion des indicateurs de la Stratégie gouvernementale de développement durable.

À titre de coordonnateur de la statistique publique, l'Institut est le responsable de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. Ainsi, il répond à des mandats confiés par des ministères et organismes pour lesquels il recueille, produit, analyse et diffuse des informations statistiques fiables et objectives.

L'Institut agit aussi à titre de porte-parole du Québec auprès de Statistique Canada.

L'Institut sert des organismes parapublics des milieux de la santé et de l'enseignement, des municipalités, des centres de recherche, des entreprises privées et des organisations des milieux syndical, patronal et associatif. L'administration publique québécoise constitue toutefois un partenaire de premier plan.

L'Institut dispose de deux sources de financement, soit une subvention annuelle versée par le ministère des Finances et des revenus autonomes générés par les travaux statistiques réalisés pour différents clients, principalement des ministères et des organismes.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'exercice 2016-2017 s'établissent à 26,3 M\$, soit 1,6 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par une augmentation des revenus provenant des ministères et des entreprises du gouvernement clients de l'Institut.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses pour l'exercice 2016-2017 s'établissent à 26,3 M\$, soit une augmentation de 1,8 % par rapport aux dépenses probables 2015-2016. Cette augmentation des dépenses est nécessaire pour réaliser les projets planifiés en 2016-2017 qui apporteront des revenus supplémentaires à l'Institut.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de l'exercice 2016-2017 s'établissent à 0,4 M\$, ce qui est comparable au niveau des investissements probables 2015-2016.

Institut de la statistique du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	12 411,4	12 269,8
Autres revenus	13 848,0	12 341,5
Total des revenus	26 259,4	24 611,3
Total des dépenses	26 259,4	25 789,2
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(1 177,9)
Surplus (déficit) cumulé au début	(5 567,8)	(4 389,9)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(5 567,8)	(5 567,8)
Investissements	375,0	350,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Société de financement des infrastructures locales du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) est une personne morale, mandataire de l'État, instituée en vertu de la Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec (RLRQ, chapitre S-11.0102) en date du 17 décembre 2004.

La SOFIL a pour mission de verser une aide financière aux municipalités et aux organismes municipaux pour contribuer à la réalisation de projets d'infrastructures en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et de transport en commun ainsi que de projets d'infrastructures ayant des incidences économiques, urbaines ou régionales.

Les revenus de la SOFIL proviennent de trois sources, à savoir, les transferts du gouvernement fédéral, les recettes du droit d'immatriculation additionnel sur les véhicules munis de moteur de forte cylindrée et les revenus d'intérêts.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice financier 2016-2017, la SOFIL prévoit des revenus de 675,6 M\$, soit 12,4 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016. Cette hausse des revenus est principalement attribuable à une augmentation des transferts du gouvernement fédéral. Ces transferts proviennent du Fonds de la taxe sur l'essence et sont comptabilisés dans les revenus selon l'avancement des projets d'infrastructures subventionnés par la SOFIL. Ainsi, pour l'exercice 2016-2017, la SOFIL anticipe une accélération de la réalisation de projets d'infrastructures locales.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice financier 2016-2017, la SOFIL anticipe des dépenses de 700,1 M\$, soit 59,9 M\$ de plus que les dépenses probables 2015-2016. La SOFIL anticipe pour cet exercice une hausse de la réalisation de projets d'infrastructures locales bénéficiant d'une aide financière de l'organisation.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est prévu par la SOFIL aux exercices financiers 2015-2016 et 2016-2017.

Société de financement des infrastructures locales du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	675 581,0	663 155,0
Total des revenus	675 581,0	663 155,0
Total des dépenses	700 108,0	640 206,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(24 527,0)	22 949,0
Surplus (déficit) cumulé au début	185 836,0	162 887,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	161 309,0	185 836,0
Investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Forêts, Faune et Parcs

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Fondation de la faune du Québec	6 940,9	6 806,9
Société des établissements de plein air du Québec	130 467,0	129 839,0
Total	137 407,9	136 645,9

Fondation de la faune du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Fondation de la faune du Québec a pour fonction de promouvoir la conservation et la mise en valeur de la faune et de ses habitats.

Le financement provient principalement des contributions versées par tous les détenteurs de permis de pêche sportive, de chasse ou de piégeage ainsi que par des dons de particuliers ou d'entreprises, de contributions de ministères, municipalités ou organismes partenaires et de collectes de fonds.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Fondation de la faune du Québec s'établissent à 6,9 M\$ en 2016-2017, soit un montant équivalent aux revenus probables 2015-2016.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Fondation de la faune du Québec s'établissent à 6,8 M\$ en 2016-2017, soit 0,2 M\$ de moins que les dépenses probables 2015-2016. Cet écart s'explique notamment par des variations de l'aide financière prévue pour des projets en partenariat.

LES INVESTISSEMENTS

Le budget d'investissements 2016-2017 est supérieur à celui de 2015-2016, en raison notamment d'une actualisation prévue des outils de collecte de fonds en 2016-2017.

Fondation de la faune du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	300,0	539,3
Autres revenus	6 640,9	6 427,8
Total des revenus	6 940,9	6 967,1
Total des dépenses	6 806,9	7 020,4
Surplus (déficit) de l'exercice	134,0	(53,3)
Surplus (déficit) cumulé au début	6 528,7	6 582,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	6 662,7	6 528,7
Investissements	67,9	3,4
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Société des établissements de plein air du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) est une société d'État en activité depuis le 20 mars 1985, date d'entrée en vigueur de sa loi constitutive. Elle est un organisme à vocation commerciale et le ministre des Finances en est l'actionnaire unique. Elle est administrée par un conseil d'administration composé de neuf membres nommés par le gouvernement. Le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs est responsable de l'application de sa loi constitutive.

La Sépaq a pour mission de rendre accessibles, de développer et d'assurer la pérennité du territoire, des sites touristiques et des actifs qui lui sont confiés en tenant compte des dimensions publique, environnementale, sociale et économique.

La Sépaq assume la gestion et la mise en valeur des territoires et des établissements que lui confie le gouvernement du Québec. Par le biais de ses 23 parcs nationaux, auxquels s'ajoute le parc marin du Saguenay-Saint-Laurent, de ses 15 réserves fauniques, de celle de Sépaq Anticosti ainsi que de ses 9 autres établissements, la Sépaq offre une panoplie d'activités et de services sachant répondre à l'ensemble des attentes de sa clientèle diversifiée, chaque établissement possédant ses attraits particuliers.

La Sépaq, par la nature même de ses activités, est fortement présente dans les régions du Québec. Elle met à la disposition de ses clientèles des territoires immenses et contrastés et offre des activités et services touristiques diversifiés. Elle gère près de 80 000 km² de territoires naturels par le biais de ses établissements répartis dans 16 régions administratives du Québec et 18 régions touristiques. La Sépaq emploie annuellement, en haute saison, plus de 3 110 personnes, dont 95 % à l'extérieur des grands centres urbains. Elle a reçu, au cours de l'année 2014-2015, plus de 5,8 millions de jours visite. Elle offre à ses visiteurs plus de 700 chalets, 7 200 sites de camping et 1 300 lacs.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les revenus financés par le portefeuille ministériel sont composés des subventions relatives au service de dette sur les emprunts subventionnés de la Sépaq ainsi que des sommes prévues pour la Société des parcs de sciences naturelles du Québec. Ces revenus ont été établis en fonction du remboursement prévu dans les cédules de dettes relatives aux investissements subventionnés.

Les autres revenus sont composés des revenus commerciaux de la Sépaq et ont été établis, pour l'exercice 2016-2017, en fonction de l'indexation des tarifs ainsi que de l'achalandage prévu dans les établissements.

La hausse des revenus de 2,0 M\$ en 2016-2017 s'explique principalement par l'augmentation du service de dette sur les emprunts subventionnés de la Sépaq.

LES DÉPENSES

Les dépenses sont composées des montants requis pour les opérations commerciales de la Sépaq, pour la mission mandataire qui lui est confiée, ainsi que pour les intérêts sur le service de dette. Les prévisions pour 2016-2017 ont été établies en fonction du volume prévu d'opérations commerciales et de la mission mandataire, ainsi qu'en fonction des cédules de dettes pour les intérêts.

L'augmentation des dépenses de 3,0 M\$, soit 2,4 %, s'explique par l'indexation des différents postes budgétaires.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements de la Sépaq sont composés des immobilisations réalisées dans le cadre de divers financements subventionnés, des projets à rendement financier réalisés avec une prise en participation du ministère des Finances, ainsi que des projets de maintien de ses actifs réalisés à même ses liquidités. La réalisation des investissements est tributaire notamment des conditions météorologiques et des autorisations de conformité diverses devant être obtenues.

Les investissements prévus pour 2016-2017 augmentent de 13,3 M\$ en lien avec le Plan québécois des infrastructures. Cette hausse s'explique principalement par le report de projets initialement prévus en 2015-2016.

Société des établissements de plein air du Québec
 Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017
 (en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	31 800,0	27 721,0
Autres revenus	98 667,0	100 712,0
Total des revenus	130 467,0	128 433,0
Total des dépenses	129 839,0	126 800,0
Surplus (déficit) de l'exercice	628,0	1 633,0
Surplus (déficit) cumulé au début	53 520,0	51 887,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	54 148,0	53 520,0
Investissements	53 944,0	40 642,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(168 641,0)	(143 702,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(168 641,0)	(143 702,0)

Justice

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Commission des services juridiques	184 802,6	191 997,5
Fonds d'aide aux recours collectifs	1 500,0	4 345,9
Office des professions du Québec	10 030,9	11 206,4
Société québécoise d'information juridique	14 451,6	14 184,5
Total	210 785,1	221 734,3

Commission des services juridiques

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Commission des services juridiques (CSJ) est l'organisme chargé d'appliquer la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques (RLRQ, chapitre A-14). Elle veille à ce que l'aide juridique soit fournie de façon cohérente et uniforme sur l'ensemble du territoire québécois par les centres régionaux aux personnes financièrement admissibles tout en s'assurant de la gestion efficace de ses ressources.

De plus, depuis 2010, par l'ajout du chapitre III de la Loi, elle fournit certains autres services juridiques, notamment lorsque le droit aux services d'un avocat rémunéré par l'État a été reconnu par une ordonnance judiciaire.

Plus récemment, la Loi favorisant l'accès à la justice en instituant le Service administratif de rajustement des pensions alimentaires pour enfants (RLRQ, chapitre A-2.02), sanctionnée le 15 juin 2012, a créé deux nouveaux services offerts et disponibles à toute la population du Québec.

Le Service d'aide à l'homologation (SAH) a été ajouté au panier de services offerts dans le cadre de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques depuis le 10 octobre 2013.

Depuis le 1^{er} avril 2014, la CSJ a le mandat de gérer le Service administratif de rajustement des pensions alimentaires pour enfants (SARPA).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la CSJ s'établissent à 184,8 M\$ en 2016-2017, soit 8,6 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016. Cette augmentation provient principalement de l'effet de la hausse des seuils d'admissibilité à l'aide juridique.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la CSJ s'établissent à 192,0 M\$ en 2016-2017, soit 17,6 M\$ de plus que la dépense probable 2015-2016. Cette augmentation s'explique principalement par l'impact prévu de la hausse des seuils d'admissibilité à l'aide juridique et des ajustements salariaux prévus au 1^{er} avril 2016.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à près de 1,5 M\$ pour 2016-2017, soit le même niveau que les investissements probables de 2015-2016. Ces dépenses permettent entre autres de maintenir à niveau le parc informatique du réseau d'aide juridique.

Commission des services juridiques

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	182 302,6	173 744,6
Autres revenus	2 500,0	2 500,0
Total des revenus	184 802,6	176 244,6
Total des dépenses	191 997,5	174 377,6
Surplus (déficit) de l'exercice	(7 194,9)	1 867,0
Surplus (déficit) cumulé au début	25 101,2	23 234,2
Surplus (déficit) cumulé à la fin	17 906,3	25 101,2
Investissements	1 452,9	1 452,9
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(600,0)	(600,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(600,0)	(600,0)

Fonds d'aide aux recours collectifs

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds d'aide aux recours collectifs (Fonds) a pour mandat d'assurer le financement des recours collectifs en première instance et en appel, devant la Cour d'appel du Québec ou la Cour suprême du Canada, ainsi que de diffuser des informations relatives à l'exercice de ces recours.

Les revenus du Fonds proviennent des revenus de subrogations, de reliquats et des intérêts de placements perçus en application du nouveau Code de procédure civile du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du Fonds s'établissent à 1,5 M\$. Les revenus de subrogations et de reliquats sont en baisse de 0,3 M\$ par rapport aux revenus probables.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du Fonds s'établissent à 4,3 M\$ en 2016-2017. La hausse de 1,0 M\$ est attribuable à l'augmentation du financement de certains recours collectifs.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est prévu en 2016-2017 et aucun investissement n'a été effectué en 2015-2016.

Fonds d'aide aux recours collectifs

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	1 500,0	1 800,0
Total des revenus	1 500,0	1 800,0
Total des dépenses	4 345,9	3 330,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 845,9)	(1 530,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	11 857,1	13 387,1
Surplus (déficit) cumulé à la fin	9 011,2	11 857,1
Investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Office des professions du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office des professions du Québec est un organisme autonome et extrabudgétaire qui relève de la ministre de la Justice, laquelle, par décret, est la ministre responsable de l'application des lois professionnelles. L'Office veille à ce que chaque ordre professionnel assure la protection du public de façon à ce que les professions s'exercent et se développent en offrant au public des garanties de compétence et d'intégrité.

Les opérations de l'Office sont financées à même les contributions des membres des ordres professionnels. Ces contributions sont versées aux ordres professionnels qui en font la remise à l'Office.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'Office s'établissent à 10,0 M\$ en 2016-2017, soit 0,1 M\$ de moins que les revenus probables 2015-2016.

Cette variation s'explique essentiellement par la baisse du taux de contribution des membres des ordres professionnels qui passe de 27,20 \$ en 2015-2016 à 26,35 \$ en 2016-2017.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'Office s'établissent à 11,2 M\$ en 2016-2017, soit 0,3 M\$ de plus que la dépense probable 2015-2016.

Cette variation résulte essentiellement de la mise en opération en juillet 2015 du Bureau des présidents des conseils de discipline tel que prévu à la Loi modifiant le Code des professions en matière de justice disciplinaire (L.Q. 2013, chapitre 12).

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de l'Office s'établissent à 0,2 M\$ en 2016-2017, soit une diminution de 0,2 M\$ par rapport à l'année précédente.

Cette variation résulte essentiellement des investissements réalisés en 2015-2016 pour la mise en opération du Bureau des présidents des conseils de discipline tel que prévu à la Loi modifiant le Code des professions en matière de justice disciplinaire.

Office des professions du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	10 030,9	10 175,4
Total des revenus	10 030,9	10 175,4
Total des dépenses	11 206,4	10 885,4
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 175,5)	(710,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 175,5	1 885,5
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	1 175,5
Investissements	150,0	374,9
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Société québécoise d'information juridique

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) a pour mission d'analyser, d'organiser, d'enrichir et de diffuser le droit au Québec, ce qui permet d'accompagner les professionnels dans leurs recherches de solutions ainsi que l'ensemble de la population dans sa compréhension du droit.

Les revenus annuels de la SOQUIJ proviennent principalement des consultations, des informations juridiques incluant des résumés et textes intégraux de jugements, des plunitifs et des doctrines qui sont accessibles par le biais de son site de recherche juridique. Des revenus sont aussi attribuables à la vente de publications et de bulletins électroniques ainsi qu'aux services, en lien avec le droit, offerts à différentes organisations.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus pour l'exercice 2016-2017 s'établissent à 14,5 M\$ et sont comparables aux revenus probables 2015-2016. Aucune augmentation significative n'est prévue puisque depuis les dernières années, les revenus provenant des consultations des informations juridiques ainsi que de certains autres produits offerts sont stables.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses pour l'exercice 2016-2017 s'établissent à 14,2 M\$, soit une diminution de 1 % comparativement à la dépense probable de l'exercice 2015-2016. Cette variation s'explique par des mesures administratives visant à limiter les dépenses de fonctionnement compensées en partie par une hausse de la dépense de rémunération en 2016-2017.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements pour l'exercice 2016-2017 s'élèvent à 0,3 M\$, soit une diminution de 0,7 M\$ comparativement à l'exercice précédent. Cet écart est attribuable à l'investissement en 2015-2016 dans le développement du nouveau service Exécutions forcées qui s'est terminé au cours de l'exercice.

Société québécoise d'information juridique

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	14 451,6	14 491,1
Total des revenus	14 451,6	14 491,1
Total des dépenses	14 184,5	14 314,0
Surplus (déficit) de l'exercice	267,1	177,1
Surplus (déficit) cumulé au début	2 237,5	2 060,4
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 504,6	2 237,5
Investissements	293,3	1 039,8
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Relations internationales et Francophonie

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2 038,5	2 066,9
Office Québec-Monde pour la jeunesse	5 362,4	5 410,6
Total	7 400,9	7 477,5

Office Québec-Amériques pour la jeunesse

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ) a pour mission de développer les relations entre les jeunes du Québec et ceux des autres peuples des Amériques, en vue de favoriser la connaissance mutuelle de leur culture respective, d'accroître entre eux les échanges sur le plan individuel et collectif et de susciter le développement de réseaux de coopération.

Plus particulièrement, il est chargé d'établir des contacts avec des organismes publics ou privés des pays des Amériques, en vue d'élaborer, en partenariat avec ces organismes, des programmes d'échanges et de coopération accessibles aux jeunes de tous les milieux. Ces programmes ont en commun de comporter des activités formatrices sur le plan personnel, académique ou professionnel, telles que des séminaires, des stages en milieu de travail et des productions culturelles.

Il peut également accorder son soutien financier ou technique à la conception et à la réalisation de projets de coopération dont l'initiative provient du milieu.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'OQAJ s'établissent à 2,0 M\$ en 2016-2017 soit le même montant que les revenus probables 2015-2016.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'OQAJ s'établissent à 2,1 M\$ en 2016-2017, en hausse de 0,1 M\$ par rapport à la dépense probable 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun montant n'est prévu pour les investissements.

Office Québec-Amériques pour la jeunesse

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	1 415,3	1 415,3
Autres revenus	623,2	623,2
Total des revenus	2 038,5	2 038,5
Total des dépenses	2 066,9	2 005,9
Surplus (déficit) de l'exercice	(28,4)	32,6
Surplus (déficit) cumulé au début	571,0	538,4
Surplus (déficit) cumulé à la fin	542,6	571,0
Investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Office Québec-Monde pour la jeunesse

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office Québec-Monde pour la jeunesse (OQMJ) a pour mission de développer les relations entre les jeunes du Québec et ceux de territoires et de pays que le ministre lui indique et qui ne sont pas couverts par l'Office franco-québécois pour la jeunesse, l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse ou l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse. Ces relations ont pour objet de favoriser chez ces jeunes la connaissance mutuelle de leur culture respective, d'accroître entre eux les échanges sur le plan individuel et collectif et de susciter le développement de réseaux de coopération.

Plus particulièrement, l'OQMJ est chargé d'établir des contacts avec des organismes publics ou privés de ces territoires et de ces pays en vue d'élaborer, en partenariat avec ces organismes, des programmes d'échanges et de coopérations accessibles aux jeunes de tous les milieux. Les programmes d'échanges et de coopérations ont en commun de comporter des activités formatrices sur le plan personnel, académique ou professionnel, telles que des séminaires, des stages en milieu de travail et des productions culturelles.

L'OQMJ peut également apporter son soutien financier ou technique à la conception et la réalisation de projets de coopération dont l'initiative provient du milieu.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'OQMJ s'établissent à 5,4 M\$ en 2016-2017, en hausse de 0,1 M\$ par rapport aux revenus probables 2015-2016.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'OQMJ s'établissent à 5,4 M\$ en 2016-2017, en hausse de 0,1 M\$ par rapport à la dépense probable 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 50 000 \$, soit le même niveau que les investissements probables de 2015-2016.

Office Québec-Monde pour la jeunesse

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	1 082,0	1 082,0
Autres revenus	4 280,4	4 223,9
Total des revenus	5 362,4	5 305,9
Total des dépenses	5 410,6	5 341,2
Surplus (déficit) de l'exercice	(48,2)	(35,3)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 118,4	1 153,7
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 070,2	1 118,4
Investissements	50,0	50,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(246,3)	(287,6)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(246,3)	(287,6)

Santé et Services sociaux

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Corporation d'urgences-santé	128 610,3	129 394,6
Fonds de l'assurance médicaments	3 683 740,2	3 683 740,2
Héma-Québec	448 390,0	448 390,0
Institut national de santé publique du Québec	68 495,1	69 395,1
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	18 277,6	20 142,9
Régie de l'assurance maladie du Québec	12 131 744,6	12 131 744,6
Total	16 479 257,8	16 482 807,4

Corporation d'urgences-santé

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Corporation d'urgences-santé a pour mission de planifier, d'organiser et de coordonner l'organisation des services préhospitaliers d'urgence sur son territoire, y compris la mise en place d'un service de premiers répondants. Elle exerce également les fonctions d'exploiter un centre de communication santé et un service ambulancier. Les revenus proviennent principalement d'une subvention du ministère et de revenus de facturation pour les transports ambulanciers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Il n'y a pas de variation significative concernant les prévisions de revenus.

LES DÉPENSES

Il n'y a pas de variation significative concernant les prévisions de dépenses.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements augmenteront de 1,1 M\$ en 2016-2017 relativement au renouvellement des différents actifs de la Corporation.

Corporation d'urgences-santé

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	97 167,3	96 148,6
Autres revenus	31 443,0	31 589,9
Total des revenus	128 610,3	127 738,5
Total des dépenses	129 394,6	130 267,2
Surplus (déficit) de l'exercice	(784,3)	(2 528,7)
Surplus (déficit) cumulé au début	784,3	3 313,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	784,3
Investissements	12 561,0	11 424,4
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(10 931,7)	(5 066,3)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(9 412,2)	(9 771,8)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(20 343,9)	(14 838,1)

Fonds de l'assurance médicaments

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de l'assurance médicaments (FAM) a été institué en vertu de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5). Il a pour but d'assumer le coût des médicaments et des services pharmaceutiques fournis à toute personne admissible qui n'a pas accès à un régime d'assurance collective ou d'avantages sociaux.

Ses sources de revenus sont les primes des personnes assurées et le fonds général du fonds consolidé du revenu afin de compenser pour les personnes exonérées du paiement de primes.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du FAM s'établissent à 3 683,7 M\$ en 2016-2017, soit 99,2 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016.

La variation s'explique principalement par une hausse des revenus de primes prenant en compte les paramètres d'indexation.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du FAM s'établissent à 3 683,7 M\$ en 2016-2017, soit 99,2 M\$ de plus que les dépenses probables 2015-2016.

La variation s'explique principalement par une augmentation des coûts relatifs à la consommation de médicaments et de services pharmaceutiques.

LES INVESTISSEMENTS

Le FAM ne réalise aucun investissement.

Fonds de l'assurance médicaments

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	2 591 386,6	2 554 699,9
Autres revenus	1 092 353,6	1 029 850,9
Total des revenus	3 683 740,2	3 584 550,8
Total des dépenses	3 683 740,2	3 584 550,8
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-
Investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(988 429,2)	(922 939,1)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(988 429,2)	(922 939,1)

Héma-Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Héma-Québec a pour mission de répondre avec efficacité aux besoins de la population québécoise en sang et ses dérivés, en tissus humains, en sang de cordon, en lait maternel et en produits cellulaires sécuritaires et de qualité optimale tout en développant et en offrant une expertise et des services spécialisés et novateurs dans le domaine des produits biologiques humains.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

L'accroissement des prévisions de revenus de 64,6 M\$ s'explique par une augmentation prévue de la demande de consommation des hôpitaux en produits sanguins, des tarifs de ces produits et de l'impact de la dépréciation de la devise canadienne par rapport au dollar américain surtout pour le secteur des produits stables.

LES DÉPENSES

L'accroissement des prévisions de dépenses de 64,6 M\$ s'explique par une augmentation prévue de la demande de consommation des hôpitaux en produits sanguins, des tarifs de ces produits et de l'impact de la dépréciation de la devise canadienne par rapport au dollar américain surtout pour le secteur des produits stables.

LES INVESTISSEMENTS

Il n'y a pas de variation significative concernant les prévisions d'investissements.

Héma-Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	36 423,0	36 130,8
Autres revenus	411 967,0	347 688,1
Total des revenus	448 390,0	383 818,9
Total des dépenses	448 390,0	383 818,9
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	4 485,0	42 410,1
Surplus (déficit) cumulé à la fin	4 485,0	4 485,0 *
Investissements	12 981,0	13 393,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(63 905,0)	(58 229,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(63 905,0)	(58 229,0)

* La variation du surplus cumulé est reliée principalement aux activités de couverture de change en devises américaines et des activités d'opération.

Institut national de santé publique du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) a pour mission de soutenir le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, les autorités régionales de santé publique ainsi que les établissements dans l'exercice de leurs responsabilités, en rendant disponibles son expertise et ses services spécialisés de laboratoire et de dépistage.

L'INSPQ est également appelé à desservir d'autres acteurs tels que les autres ministères et organismes gouvernementaux, les milieux de l'enseignement et de la recherche, les organismes canadiens et internationaux en santé publique, les milieux autochtones, le secteur privé et le grand public.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

L'écart entre les prévisions de revenus 2016-2017 et les revenus probables 2015-2016 de l'INSPQ est de 2,0 M\$. Cette augmentation s'explique par des revenus supplémentaires pour des projets spéciaux.

LES DÉPENSES

L'écart entre les prévisions de dépenses 2016-2017 et les dépenses probables 2015-2016 de l'INSPQ est de 2,0 M\$. Cette croissance s'explique principalement par l'augmentation des dépenses en amortissement des projets antérieurs.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de l'INSPQ s'établissent à 2,8 M\$ en 2016-2017. Les investissements plus élevés en 2015-2016 s'expliquent principalement par le remplacement du Système de gestion de l'information de laboratoires.

Institut national de santé publique du Québec
 Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017
 (en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	53 166,2	50 689,2
Autres revenus	15 328,9	15 835,0
Total des revenus	68 495,1	66 524,2
Total des dépenses	69 395,1	67 424,2
Surplus (déficit) de l'exercice	(900,0)	(900,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	11 796,5	12 696,5
Surplus (déficit) cumulé à la fin	10 896,5	11 796,5
Investissements	2 750,0	3 920,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(15 600,0)	(12 745,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(15 600,0)	(12 745,0)

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS) a pour mission de promouvoir l'excellence clinique et l'utilisation efficace des ressources dans le secteur de la santé et des services sociaux.

L'INESSS évalue notamment les avantages cliniques et les coûts des technologies, des médicaments et des interventions en santé et en services sociaux personnels. Il émet des recommandations quant à leur adoption, à leur utilisation ou à leur couverture par le régime public, et il élabore des guides de pratique clinique afin d'en assurer l'usage optimal.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Il n'y a pas de variation significative concernant les prévisions de revenus.

LES DÉPENSES

L'augmentation prévue des dépenses 2016-2017 découle notamment de divers mandats obtenus conséquemment à la fin des activités de diverses associations d'établissements suite à l'adoption de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (RLRQ, chapitre O-7.2).

LES INVESTISSEMENTS

Il n'y a pas de variation significative concernant les prévisions d'investissements.

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	14 695,9	14 393,6
Autres revenus	3 581,7	4 267,1
Total des revenus	18 277,6	18 660,7
Total des dépenses	20 142,9	16 884,4
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 865,3)	1 776,3
Surplus (déficit) cumulé au début	6 230,6	4 454,3
Surplus (déficit) cumulé à la fin	4 365,3	6 230,6
Investissements	85,2	143,5
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Régie de l'assurance maladie du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) a pour fonction d'administrer les régimes publics d'assurance maladie et d'assurance médicaments ainsi que tout autre programme que la loi ou le gouvernement du Québec lui confie. Elle informe la population, gère l'admissibilité des personnes, rémunère les professionnels de la santé et assure une circulation sécuritaire de l'information.

Ses revenus proviennent principalement du Fonds des services de santé, du Fonds de l'assurance médicaments, du fonds général du fonds consolidé du revenu, de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et des ententes réciproques avec d'autres provinces.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la RAMQ s'établissent à 12 131,7 M\$ en 2016-2017, soit 221,7 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016.

La variation s'explique principalement par une hausse de 104,9 M\$ des crédits octroyés par le Ministère et par une hausse de 99,4 M\$ des revenus provenant du Fonds de l'assurance médicaments. Ces revenus supplémentaires servent à financer la croissance des dépenses.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la RAMQ s'établissent à 12 131,7 M\$ en 2016-2017, soit 221,7 M\$ de plus que les dépenses probables 2015-2016.

La variation s'explique principalement par des hausses de 87,4 M\$ des coûts relatifs aux services médicaux, de 99,4 M\$ pour les médicaments et les services pharmaceutiques ainsi que de 4,6 M\$ pour les coûts des programmes confiés à la RAMQ tels que l'assurance hospitalisation hors Québec et les résidents en médecine.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions dans les investissements de la RAMQ s'établissent à 42,2 M\$ en 2016-2017, soit 5,8 M\$ de plus que les investissements probables 2015-2016.

La variation s'explique principalement par des investissements dans la rénovation du siège social à hauteur de 4,1 M\$ et le développement de divers projets informatiques pour un montant de 1,6 M\$.

Régie de l'assurance maladie du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	8 156 122,5	8 051 243,9
Autres revenus	3 975 622,1	3 858 834,3
Total des revenus	12 131 744,6	11 910 078,2
Total des dépenses	12 131 744,6	11 910 078,2
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-
Investissements	42 240,8	36 476,7
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(55 764,6)	(66 004,2)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(55 764,6)	(66 004,2)

Sécurité publique

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
École nationale de police du Québec	33 240,2	33 240,2
École nationale des pompiers du Québec	2 865,8	2 624,0
Total	36 106,0	35 864,2

École nationale de police du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'École nationale de police du Québec a pour mission, en tant que lieu privilégié de réflexion et d'intégration des activités relatives à la formation policière, d'assurer la pertinence, la qualité et la cohérence de cette dernière. Sa mission est aussi d'effectuer de la recherche, de conseiller, d'encourager et de faciliter l'échange d'expertise en matière de formation policière.

L'École nationale de police du Québec assure en exclusivité la formation initiale des compétences des policiers québécois dans les domaines de la patrouille-gendarmerie, de l'enquête et de la gestion policière. Elle offre des activités de perfectionnement professionnel aux corps de police du Québec et de formation sur mesure aux diverses clientèles du milieu de la sécurité publique. Enfin, elle conseille en matière de formation professionnelle, favorise la concertation des diverses institutions offrant de la formation policière et effectue des recherches et des études dans son domaine d'activité.

Les revenus de l'École nationale de police du Québec proviennent des contributions annuelles des corps de police, des frais de scolarité fixés par règlement, des frais ou honoraires qu'elle fixe en contrepartie de ses autres services ainsi que de la subvention du ministère de la Sécurité publique, laquelle est affectée au coût du loyer.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 33,2 M\$ pour l'exercice financier 2016-2017, en hausse de 1,8 M\$ par rapport aux revenus probables 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par la diminution en 2015-2016 de la subvention du ministère de la Sécurité publique.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 33,2 M\$ pour l'exercice financier 2016-2017, soit sensiblement au même niveau que la dépense probable 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 1,6 M\$ pour l'exercice financier 2016-2017, en hausse de 0,9 M\$ par rapport aux investissements probables 2015-2016. Cette variation s'explique par l'acquisition d'un système de gestion des dossiers scolaires et par l'aménagement du nouveau pavillon de formation.

École nationale de police du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	5 779,8	4 296,7
Autres revenus	27 460,4	27 186,9
Total des revenus	33 240,2	31 483,6
Total des dépenses	33 240,2	33 008,2
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(1 524,6)
Surplus (déficit) cumulé au début	2 569,7	4 094,3
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 569,7	2 569,7
Investissements	1 612,5	682,1
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(3 200,0)	(1 700,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(3 200,0)	(1 700,0)

École nationale des pompiers du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'École nationale des pompiers du Québec a pour mission de veiller à la pertinence, à la qualité et à la cohérence de la formation professionnelle qualifiante des pompiers et des autres membres du personnel municipal travaillant en sécurité incendie. À ce titre, elle conseille en matière de formation professionnelle, favorise la concertation des diverses institutions offrant de la formation au personnel municipal travaillant en sécurité incendie et effectue des recherches et des études dans son domaine d'activité.

Les revenus de l'École nationale des pompiers du Québec proviennent des frais de scolarité fixés par règlement, des frais ou honoraires qu'elle fixe en contrepartie de ses autres services ainsi que de la subvention du ministère de la Sécurité publique.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 2,9 M\$ pour l'exercice financier 2016-2017, en hausse de 0,3 M\$ par rapport aux revenus probables 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par la hausse des revenus de formation.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 2,6 M\$ pour l'exercice financier 2016-2017, en hausse de 0,5 M\$ par rapport à la dépense probable 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par la hausse des dépenses de formation associées à l'augmentation de la clientèle.

LES INVESTISSEMENTS

Le niveau d'investissements pour l'exercice financier 2016-2017 est sensiblement au même niveau que l'exercice précédent.

École nationale des pompiers du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	377,2	406,0
Autres revenus	2 488,6	2 165,3
Total des revenus	2 865,8	2 571,3
Total des dépenses	2 624,0	2 153,7
Surplus (déficit) de l'exercice	241,8	417,6
Surplus (déficit) cumulé au début	937,5	519,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 179,3	937,5
Investissements	50,0	32,8
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Tourisme

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Régie des installations olympiques	57 233,8	60 271,0
Société du Centre des congrès de Québec	23 461,2	27 053,6
Société du Palais des congrès de Montréal	57 961,8	55 726,6
Total	138 656,8	143 051,2

Régie des installations olympiques

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Création architecturale audacieuse, le Parc olympique a été construit pour la présentation des Jeux olympiques d'été de 1976. Depuis son inauguration, il a accueilli plus de cent millions de visiteurs, que ce soit pour admirer la ville de Montréal au sommet de la plus haute tour inclinée au monde, pour assister à un événement présenté au Stade, pour s'entraîner au Centre sportif, qui est aussi l'hôte de compétitions d'envergure nationale et internationale, ou encore pour participer à une activité extérieure sur l'Esplanade Financière Sun Life.

Son quadrilatère, en considérant ses installations et sa centaine de partenaires sur le site, est fréquenté par quatre millions de visiteurs chaque année. Générateur de plus de 2 500 emplois et symbole international de Montréal, le Parc olympique se positionne comme étant un important moteur de développement économique et touristique.

Ouvert sur le monde et en harmonie avec sa communauté environnante qu'est l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, le Parc olympique aspire à devenir un parc urbain moderne, un site récréotouristique unique où se côtoient création, découvertes, divertissement et activité physique.

Mission

Exploiter tout le potentiel du Parc olympique, en complémentarité avec ses partenaires et la communauté environnante, en assurant la protection et la mise en valeur du patrimoine architectural.

Les revenus de la Régie des installations olympiques sont composés de revenus autonomes provenant de l'exploitation du Stade, du Centre sportif et de la Tour de Montréal ainsi que d'une subvention du gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Régie des installations olympiques s'établissent à 57,2 M\$ en 2016-2017, soit 6,9 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016. La hausse s'explique par l'augmentation de la subvention attribuable au financement des projets d'immobilisations par une baisse de revenus provenant d'éléments exceptionnels en 2015-2016, ainsi que par certains événements d'envergure qui ont été présentés au Stade en 2015-2016 qui ne se répéteront pas en 2016-2017, tels que La Coupe du monde de soccer féminine de la Fédération internationale de Football Association, les matchs de l'Impact en Ligue des champions et les concerts de AC/DC et de One Direction.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Régie des installations olympiques s'établissent à 60,3 M\$ en 2016-2017, soit 17,5 M\$ de plus que les dépenses probables 2015-2016. L'écart s'explique notamment par l'augmentation des dépenses en immobilisations subventionnées et par la reprise des activités au Centre sportif.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de la Régie des installations olympiques s'établissent à 84,0 M\$ en 2016-2017, soit 62,9 M\$ de plus qu'en 2015-2016. Cette hausse est attribuable en majeure partie à la réfection de la Tour, au projet d'efficacité écoénergétique, ainsi qu'à la finalisation des projets du plan d'immobilisations 2009-2014.

Régie des installations olympiques

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	37 935,0	21 275,0
Autres revenus	19 298,8	29 030,6
Total des revenus	57 233,8	50 305,6
Total des dépenses	60 271,0	42 780,7
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 037,2)	7 524,9
Surplus (déficit) cumulé au début	15 750,7	8 225,8
Surplus (déficit) cumulé à la fin	12 713,5	15 750,7
Investissements	84 009,0	21 078,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(153 958,3)	(90 155,9)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(153 958,3)	(90 155,9)

Société du Centre des congrès de Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La mission de la Société du Centre des congrès de Québec (Société) est de solliciter la venue de congrès et d'événements d'envergure et d'offrir un centre de congrès de calibre international et une expérience de service exceptionnelle, de manière à positionner la région de Québec comme destination d'excellence pour les événements d'affaires et ainsi contribuer à son activité économique. Les sources de revenus de la Société sont les suivantes : une subvention d'équilibre provenant du gouvernement du Québec et des revenus autonomes résultant des opérations du Centre des congrès de Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus sont influencées, entre autres, par le contexte économique, la valeur du dollar, la rotation des événements internationaux, le nombre de participants aux événements ainsi que les directives tant corporatives que gouvernementales concernant le contrôle des dépenses. La Société a aussi comme objectif d'augmenter ses revenus autonomes et elle a conclu des ententes stratégiques avec différents partenaires. La mise en commun de ces ressources pour faire le démarchage du tourisme d'affaires dans la région devrait permettre une augmentation des revenus dans les années à venir.

Les prévisions de revenus s'établissent à 23,5 M\$, soit 1,1 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016. Cette augmentation s'explique par le fait que la Société prévoit accueillir des événements de plus grande envergure et un nombre supérieur de congrès internationaux et américains.

LES DÉPENSES

La Société fait des efforts constants pour contrôler ses dépenses à un niveau acceptable. Étant propriétaire de son immeuble, elle doit veiller à son entretien pour en conserver sa valeur. Elle doit s'assurer également que ses clients soient satisfaits de ses installations et des services reçus. De plus, les ententes avec différents partenaires régionaux favorisent la mise en commun des dépenses de sollicitation et de mise en marché, permettant à la Société de réduire ses propres dépenses.

Les prévisions de dépenses s'établissent à 27,1 M\$, soit 1,9 M\$ de plus que les dépenses probables 2015-2016. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de la superficie à entretenir et des coûts des contrats de services en sous-traitance.

LES INVESTISSEMENTS

La Société doit investir annuellement des sommes importantes pour maintenir des installations de qualité afin de concurrencer les autres centres de congrès dans le monde. Les clients exigent que l'on offre des équipements répondant aux nouveaux standards technologiques, ce qui oblige le Centre des congrès à investir dans ces nouvelles technologies pour pouvoir satisfaire ces demandes.

Les prévisions d'investissements s'établissent à 1,0 M\$ en 2016-2017, soit 0,7 M\$ de plus qu'en 2015-2016. Cette hausse est principalement due au report de projets qui n'ont pu être réalisés en 2015-2016.

Société du Centre des congrès de Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	16 564,6	16 144,7
Autres revenus	6 896,6	6 168,4
Total des revenus	23 461,2	22 313,1
Total des dépenses	27 053,6	25 180,3
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 592,4)	(2 867,2)
Surplus (déficit) cumulé au début	25 700,8	28 568,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	22 108,4	25 700,8
Investissements	999,0	314,7
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(64 183,0)	(70 158,6)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(64 183,0)	(70 158,6)

Société du Palais des congrès de Montréal

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du Palais des congrès de Montréal (Société) contribue à l'essor économique, touristique et hôtelier de la région de Montréal et de l'ensemble du Québec.

Le Palais des congrès de Montréal a pour mission de solliciter et d'accueillir des congrès, des expositions, des conférences, des réunions et d'autres événements. Institution publique à vocation commerciale, le Palais génère d'importantes retombées économiques et intellectuelles pour le Québec et contribue au rayonnement international de Montréal à titre de destination de premier choix.

Les principales sources de revenus autonomes de la Société proviennent de la location d'espaces, de redevances provenant de fournisseurs exclusifs et officiels et de la vente de services (aménagement, manutention, électricité, plomberie, audiovisuels et télécommunications).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les revenus de la Société s'établiront à 58,0 M\$ en 2016-2017, soit une diminution de 2,4 M\$ par rapport à 2015-2016. Cette diminution est principalement attribuable à une baisse des revenus liés aux événements qui se tiendront au Palais l'an prochain, en fonction de la réduction anticipée de son taux d'occupation.

LES DÉPENSES

En 2016-2017, les dépenses de la Société seront réduites de 1,6 M\$ par rapport à 2015-2016, principalement attribuables à une réduction de ses dépenses de fonctionnement.

LES INVESTISSEMENTS

En 2016-2017, une baisse des investissements en maintien des actifs de 4,6 M\$ est prévue, en fonction des sommes autorisées au Plan québécois des infrastructures.

Société du Palais des congrès de Montréal

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	34 123,3	33 450,3
Autres revenus	23 838,5	26 867,3
Total des revenus	57 961,8	60 317,6
Total des dépenses	55 726,6	57 348,8
Surplus (déficit) de l'exercice	2 235,2	2 968,8
Surplus (déficit) cumulé au début	8 002,3	5 033,5
Surplus (déficit) cumulé à la fin	10 237,5	8 002,3
Investissements	4 350,0	8 915,1
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(212 791,6)	(226 401,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(212 791,6)	(226 401,0)

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Agence métropolitaine de transport	547 257,4	547 257,4
Société de l'assurance automobile du Québec	265 394,0	251 707,0
Société des Traversiers du Québec	126 768,0	134 790,7
Total	939 419,4	933 755,1

Agence métropolitaine de transport

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Agence métropolitaine de transport (AMT) est une personne morale de droit public, mandataire du gouvernement du Québec, créée en vertu de la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport (RLRQ, chapitre A-7.02), qui a commencé ses activités le 1^{er} janvier 1996.

Conformément à la loi, l'AMT gère, exploite et finance notamment les services de trains de banlieue, les autobus express métropolitains et les équipements métropolitains. Elle planifie, réalise et exécute tout prolongement du réseau du métro.

Sur le plan financier, l'AMT soutient les organismes de transport de la région de Montréal et établit la tarification métropolitaine et les modalités de partage de recettes métropolitaines entre les organismes de transport. L'AMT exerce ses compétences régionales sur son territoire qui est constitué de celui de la Communauté métropolitaine de Montréal, de la ville de Saint-Jérôme et de la réserve indienne de Kahnawake. Sa mission est d'accroître les services de transport collectif afin d'améliorer l'efficacité des déplacements des personnes dans la région métropolitaine de Montréal. L'AMT utilise et entretient l'infrastructure ferroviaire appartenant à d'autres sociétés de chemin de fer et est tributaire de celles-ci pour le contrôle de la circulation des trains.

Le fonds d'exploitation de l'AMT est alimenté par les revenus provenant des automobilistes : droit d'immatriculation (30 \$ pour les véhicules de promenade) et taxe sur l'essence (0,03 \$ le litre d'essence dont la moitié doit obligatoirement être remise aux organismes de transport en vertu d'un décret gouvernemental), ainsi que par des contributions des municipalités desservies par les services offerts par l'AMT et des revenus provenant de la tarification de ses services auprès des usagers.

Le fonds d'immobilisations est financé par des contributions représentant 0,01 \$ par 100 \$ de la valeur de la richesse foncière uniformisée des municipalités se trouvant sur son territoire. Il est également financé par des subventions provenant en très grande partie du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec.

Depuis 2013, l'AMT applique la norme comptable sur les paiements de transfert, ce qui a un impact sur la comptabilisation des revenus de subventions.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'année 2016-2017, les prévisions de revenus de l'AMT s'établissent à 547,3 M\$, soit 17,0 M\$ de moins que les revenus probables 2015-2016. La variation prévue pour 2016-2017 par rapport à 2015-2016 est notamment expliquée par la réduction de la subvention d'équilibre en 2016-2017 ainsi que par une augmentation de la contribution des municipalités.

LES DÉPENSES

Pour l'année 2016-2017, les prévisions de dépenses de l'AMT s'établissent à 547,3 M\$, soit 25,7 M\$ de moins que les dépenses probables 2015-2016. Cette variation s'explique par l'imputation aux résultats de 2015-2016 des coûts liés à la décontamination de terrains découlant d'un changement de norme comptable. Cette diminution est compensée en partie par une augmentation des coûts d'exploitation des trains et l'augmentation de la dépense d'amortissement.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements varient en fonction du cycle de vie des projets. Une partie importante des dépenses en immobilisations en 2015-2016 provient du projet du Train de l'est. Ce projet prendra fin en 2016-2017 avec la finition de certaines gares sur l'île de Montréal. Outre ce projet, l'exercice 2016-2017 prévoit, entre autres, des investissements pour le service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, les centres d'entretien de Lachine et Pointe-St-Charles, l'acquisition de nouvelles voitures de trains, des améliorations sur les infrastructures ferroviaires et le développement de nouvelles voies réservées.

Agence métropolitaine de transport

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	547 257,4	564 264,5
Total des revenus	547 257,4	564 264,5
Total des dépenses	547 257,4	572 937,2
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(8 672,7)
Surplus (déficit) cumulé au début	-	8 672,7
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-
Investissements	472 340,0	263 308,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(2 181 987,8)	(1 813 491,6)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(2 181 987,8)	(1 813 491,6)

Société de l'assurance automobile du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Mission et mandats

La Société de l'assurance automobile du Québec (Société) a pour mission de protéger la personne contre les risques liés à l'usage de la route. À cette fin :

- Elle mène des actions de promotion de la sécurité routière et de prévention;
- Elle fixe les contributions d'assurance et gère le patrimoine fiduciaire;
- Elle gère l'accès au réseau routier (le permis de conduire et l'immatriculation des véhicules);
- Elle surveille et contrôle le transport routier des personnes et des biens;
- Elle indemnise les personnes accidentées de la route et facilite leur réadaptation.

La Société exécute également tout autre mandat qui lui est confié par la loi ou à la suite d'une entente avec le gouvernement ou l'un de ses ministères ou organismes ou la Ville de Montréal.

Clientèle

Toutes les personnes physiques et morales du Québec sont susceptibles de bénéficier des services de la Société, souvent à plus d'un titre, que ce soit en matière d'assurance, de sécurité routière et de contrôle routier.

Sources de revenus

Les prévisions budgétaires présentées ci-dessous n'incluent pas les activités de nature fiduciaire du Fonds d'assurance automobile du Québec, car ces dernières sont exclues du périmètre comptable du gouvernement.

La Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (RLRQ, chapitre S-11.011) prévoit que la Société peut percevoir des frais pour l'immatriculation d'un véhicule et la délivrance d'un permis de conduire.

À l'égard des mandats qui sont confiés à la Société par la loi ou à la suite d'une entente, des ententes en prévoient le financement.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société s'établissent à 265,4 M\$ en 2016-2017, soit 11,0 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016.

La variation s'explique principalement par l'indexation de la tarification et la croissance des volumes.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société s'établissent à 251,7 M\$ en 2016-2017, soit une hausse de 14,4 M\$ par rapport aux dépenses probables 2015-2016.

Cette variation s'explique principalement par les travaux préparatoires à l'acquisition d'un progiciel de gestion intégré, ainsi que par une hausse des amortissements.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de la Société s'établissent à 73,9 M\$ en 2016-2017. La hausse de 7,8 M\$ est principalement attribuable aux investissements en technologies de l'information.

Société de l'assurance automobile du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	9 500,0	9 500,0
Autres revenus	255 894,0	244 890,0
Total des revenus	265 394,0	254 390,0
Total des dépenses	251 707,0	237 303,0
Surplus (déficit) de l'exercice	13 687,0	17 087,0
Surplus (déficit) cumulé au début	(180 823,0)	(197 910,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(167 136,0)	(180 823,0)
Investissements	73 930,0	66 110,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(226 648,0)	(202 030,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(226 648,0)	(202 030,0)

Société des Traversiers du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La mission de la Société des Traversiers du Québec (STQ) est d'assurer la mobilité des personnes et des marchandises par des services de transport maritime de qualité, sécuritaires et fiables. Par ses activités, la STQ contribue à la prospérité de la population québécoise et lui permet de tisser des liens sur le vaste territoire qui borde le majestueux fleuve Saint-Laurent.

Les revenus annuels de la STQ proviennent d'une partie du produit des services qu'elle offre aux usagers du transport maritime et d'une affectation à partir des crédits du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la STQ s'établissent à 126,8 M\$ en 2016-2017, soit 7,0 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016. La variation s'explique notamment par une majoration de la contribution financière gouvernementale à la STQ en lien avec une augmentation du service de dette subventionnée.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la STQ s'établissent à 134,8 M\$ en 2016-2017, soit 11,4 M\$ de plus que les dépenses probables 2015-2016. La variation s'explique notamment par une hausse du service de dette et de l'amortissement en lien avec le nouveau navire de Matane et de ses infrastructures.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de la STQ s'établissent à 78,9 M\$ en 2016-2017, soit 11,4 M\$ de plus que l'exercice précédent. La variation s'explique notamment par une hausse des investissements en lien avec la finalisation de la construction des nouveaux navires de Tadoussac.

Société des Traversiers du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	100 340,0	97 745,1
Autres revenus	26 428,0	22 000,0
Total des revenus	126 768,0	119 745,1
Total des dépenses	134 790,7	123 438,2
Surplus (déficit) de l'exercice	(8 022,7)	(3 693,1)
Surplus (déficit) cumulé au début	29 499,0	33 192,1
Surplus (déficit) cumulé à la fin	21 476,3	29 499,0
Investissements	78 918,0	67 522,4
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(485 337,8)	(427 558,4)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(25 551,4)	(25 551,4)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(510 889,2)	(453 109,8)

Travail, Emploi et Solidarité sociale

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2016-2017 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	30 439,8	30 482,9
Régie du bâtiment du Québec	66 820,5	63 803,2
Total	97 260,3	94 286,1

Commission des normes du travail

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le 11 juin 2015, le gouvernement a adopté la Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail (L.Q. 2015, chapitre 15). La Loi a mené à la création de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) à compter du 1^{er} janvier 2016. Par conséquent, tous les actifs et les passifs appartenant à la Commission des normes du travail (CNT) ont été transférés à la CNESST. De plus, conformément à l'article 240 de la Loi, l'excédent cumulé de la CNT au 31 décembre 2015 a été versé au fonds consolidé du revenu et porté au crédit du Fonds des générations.

Les résultats probables 2015-2016 correspondent à un exercice de neuf mois, du 1^{er} avril au 31 décembre 2015.

Commission des normes du travail

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016 *
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	-	54 848,6
Total des revenus	-	54 848,6
Total des dépenses	-	46 201,4
Surplus (déficit) de l'exercice	-	8 647,2
Surplus (déficit) cumulé au début	-	99 218,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	- **
Investissements	-	845,1
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

* Les résultats probables 2015-2016 correspondent à un exercice de neuf mois, du 1^{er} avril au 31 décembre 2015.

** Tient compte d'une affectation de 107,9 M\$ du surplus cumulé de la Commission des normes du travail au bénéfice du Fonds des générations.

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris est constitué en vertu de la Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (RLRQ, chapitre O-2.1). Sa mission est d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu. L'Office est financé à 100 % par le gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'Office s'établissent à 30,4 M\$ en 2016-2017, soit 2,9 M\$ de plus que les revenus probables 2015-2016.

Cette variation s'explique principalement par une augmentation de la clientèle admissible au programme de sécurité du revenu.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'Office s'établissent à 30,5 M\$ en 2016-2017, soit 3,0 M\$ de plus que les dépenses probables 2015-2016.

Cette variation s'explique principalement par une augmentation de la clientèle admissible au programme de sécurité du revenu.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de l'Office demeurent les mêmes.

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	30 439,8	27 504,3
Autres revenus	-	-
Total des revenus	30 439,8	27 504,3
Total des dépenses	30 482,9	27 509,2
Surplus (déficit) de l'exercice	(43,1)	(4,9)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 361,0	1 365,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 317,9	1 361,0
Investissements	9,2	9,2
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Régie du bâtiment du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Régie du bâtiment du Québec (RBQ) a été instituée en 1992. Sa mission a trois volets :

- Veiller à la qualité des travaux de construction;
- Veiller à la sécurité des personnes;
- Prévenir la criminalité et lutter contre les pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction.

Les responsabilités de la RBQ s'étendent aux dix domaines suivants : bâtiment, électricité, plomberie, gaz, équipements pétroliers, appareils sous pression, ascenseurs et autres appareils élévateurs, remontées mécaniques, jeux et manèges ainsi que les lieux de baignade. Elle est également appelée à appuyer, par réglementation, diverses politiques et orientations gouvernementales.

Elle surveille l'application de la réglementation adoptée en vertu de la Loi sur le bâtiment (RLRQ, chapitre B-1.1) et d'autres lois sectorielles dans les différents domaines techniques de sa compétence.

Elle remplit sa mission en adoptant des normes et des règlements en matière de construction, de sécurité, de garanties financières et de qualification professionnelle, en délivrant les licences conférant des droits d'exercice ainsi que des permis d'utilisation ou d'exploitation, en accordant à des professionnels la reconnaissance pour délivrer des attestations de conformité et en surveillant l'application des normes et des règlements relevant de sa compétence.

Ses revenus annuels proviennent principalement de la qualification professionnelle des entrepreneurs, de la tarification sectorielle et de l'émission de permis dans différents domaines d'activités dont le gaz, les équipements pétroliers, les installations électriques, les appareils sous pression, les installations en tuyauterie, les appareils de levage ainsi que les jeux et remontées mécaniques. Elle perçoit également des revenus d'intérêts provenant des placements, des avances ainsi que sur les excédents d'encaisse.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

La RBQ a entamé un grand chantier de révision de programmes. De cet exercice pourraient découler des modifications dans les façons de faire de la RBQ. Ainsi, et en cohérence avec les orientations gouvernementales, la RBQ pourrait proposer des modifications à sa tarification. Par ailleurs, le ralentissement des activités dans le secteur de la construction affecte directement ses principaux postes de revenus.

Les résultats de cette révision conjugués à la baisse des activités du domaine de la construction vont affecter directement le volume de ses revenus et par conséquent les excédents dégagés par la RBQ pour les prochaines années.

Les prévisions des revenus s'établissent à 66,8 M\$ en 2016-2017, soit 0,3 M\$ de moins que les revenus probables de 67,1 M\$ pour 2015-2016. La variation s'explique notamment par le fait que la prévision des revenus tient compte d'une indexation annuelle de 1,27 % de l'ensemble des grilles tarifaires ainsi que d'une baisse du niveau d'activités dans le secteur de la construction.

LES DÉPENSES

Les prévisions des dépenses s'établissent à 63,8 M\$ en 2016-2017, soit 2,8 M\$ de plus que les dépenses probables de 61,0 M\$ pour 2015-2016.

Au chapitre de la rémunération, la prévision s'établit à 35,5 M\$ en 2016-2017, soit 1,1 M\$ de plus que la dépense probable de 34,4 M\$ pour 2015-2016. Cette variation est attribuable principalement à des postes comblés en cours d'année ou dont le comblement est prévu pour le prochain exercice.

Au niveau du fonctionnement, la prévision s'établit à 28,3 M\$ en 2016-2017, soit 1,7 M\$ de plus que la dépense probable de 26,6 M\$ pour 2015-2016. La variation s'explique par la hausse de 2,3 M\$ des dépenses pour les services professionnels et auxiliaires attribuable principalement aux projets relatifs à l'optimisation des processus ainsi qu'à la révision des programmes. Les diminutions de 0,3 M\$ de la dépense des loyers ainsi que de 0,3 M\$ pour l'amortissement expliquent le reste de l'écart.

LES INVESTISSEMENTS

La prévision des investissements s'établit à 7,3 M\$ en 2016-2017, soit 1,6 M\$ de plus que les investissements prévus pour 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par la hausse de 1,3 M\$ des investissements en ressources informationnelles, dont le projet de développement d'outils informatiques pour les enquêtes.

Régie du bâtiment du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2016-2017

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2016-2017	Résultats probables 2015-2016
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	66 820,5	67 103,8
Total des revenus	66 820,5	67 103,8
Total des dépenses	63 803,2	60 999,9
Surplus (déficit) de l'exercice	3 017,3	6 103,9
Surplus (déficit) cumulé au début	90 103,0	83 999,1
Surplus (déficit) cumulé à la fin	93 120,3	90 103,0
Investissements	7 255,0	5 680,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(11 500,0)	(11 500,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	16 967,1	16 904,3
Total	5 467,1	5 404,3

